

BAROMÈTRE 2020

DES SOLUTIONS DURABLES

SONDAGE : LES FRANÇAIS,
LA PANDÉMIE DE COVID
ET LES ODD

DOSSIER SPÉCIAL
« LES ODD, FEUILLE DE ROUTE DU
MONDE DE DEMAIN »

FINANCEMENT DES ODD ET
MESURE D'IMPACT

ENTRETIEN EXCLUSIF AVEC
LE PR. MUHAMMAD YUNUS,
PRIX NOBEL DE LA PAIX

LES ODD, FEUILLE DE ROUTE DU MONDE DE DEMAIN

EDITORIAL

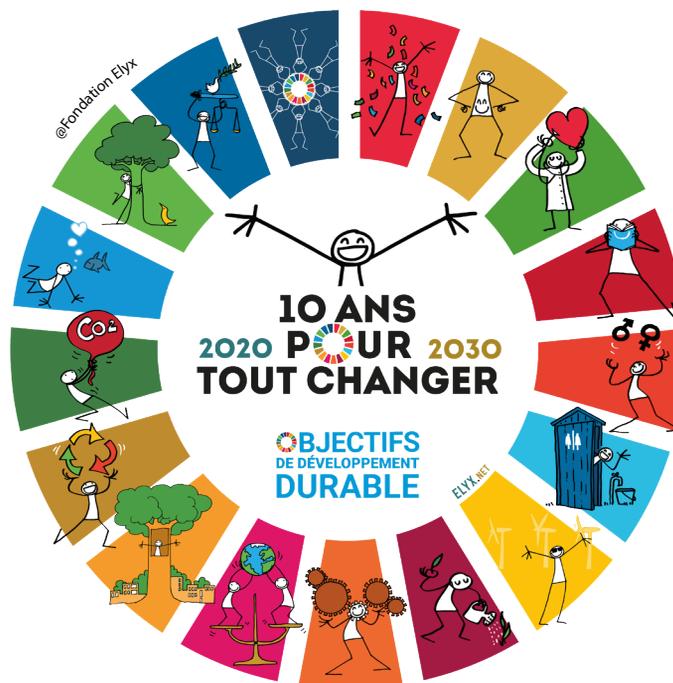
Un point de bascule pour la planète et ses habitants

L'irruption en début d'année 2020 de la pandémie de la COVID-19 a été une sonnette d'alarme pour le monde entier. Cette crise nous oblige à repenser et reconfigurer toutes nos manières de faire : nos systèmes de santé, nos objectifs économiques, notre relation au monde vivant.

Un simple virus a fait émerger des messages forts sur la nécessité de changer de modèle. Il nous rappelle que nous devons abandonner la voie dangereuse qui est la nôtre, marquée par les inégalités, les injustices et la destruction de notre planète. Cette voie ne fera que nous rendre toujours plus vulnérables à de multiples risques, à commencer par la maladie, la pauvreté grandissante, les conflits ou les catastrophes naturelles.

En un mot : nous avons atteint un point de bascule pour la planète et ses habitants. Un moment où une transformation reste encore possible, et où chaque action individuelle compte. Le choix est entre nos mains, à l'échelle individuelle et collective.

Nous disposons heureusement d'un plan pour nous aiguiller dans la bonne



direction : l'Agenda 2030 pour le développement durable. Cet Agenda offre une vision globale et ambitieuse pour un progrès à l'échelle mondiale. Cette vision est centrée sur les droits humains et sur l'idée que le développement se doit d'être inclusif et soutenable.

Des pays du monde entier ont apporté leur soutien à cet Agenda, qui présente 17 Objectifs de développement durable à atteindre d'ici 2030. Ils se rattachent globalement à trois catégories : objectifs économiques, sociaux et environne-

mentaux. Mais comme la pandémie l'a montré avec tant d'évidence, ces objectifs sont indivisibles et interconnectés. Nous ne mettrons pas fin à la pauvreté (ODD 1) si nous n'assurons pas la bonne santé de nos sociétés (ODD 3) ou l'existence d'emplois décents (ODD 8). Autant de facteurs intimement liés à la gestion consciencieuse de notre environnement (ODD 13 à 15).

Reconnaître ces interconnexions est une première étape pour agir – et cela nous incite à placer la barre haut. Il y a

moins d'un an, une transformation aussi profonde aurait sans doute été perçue comme trop coûteuse ou trop difficile. Aujourd'hui, on la sait indispensable.

La campagne d'action des Nations unies pour les ODD (*UN SDG Action Campaign*) se veut un appel à l'action et à la création d'alternatives audacieuses dans le monde entier, sur la base d'une conviction : les actes individuels peuvent générer un « effet papillon » positif à même de répondre efficacement à des défis complexes à l'échelle planétaire. En septembre 2020, avec le hashtag *#TurnItAround*, les citoyens ont pu interpeller leurs dirigeants à l'Assemblée Générale de l'ONU afin que ceux-ci s'engagent pour les ODD et pour une sortie juste, verte et durable de la pandémie. L'initiative a rassemblé plus de 700 organisations et 45 millions de personnes dans 160 pays et 1 000 villes. A travers des posts sur les réseaux sociaux, des messages vidéo et des visioconférences, les idées de militants, entreprises, musiciens, collectifs de jeunes ont pu être diffusées.

Un tel mouvement de solidarité fait souffler un vent d'espoir et nous donne de l'élan. Il nous montre que nous pouvons non seulement prendre un nouveau cap, mais aussi le tenir – de la sortie de pandémie jusqu'à l'horizon 2030, et bien au-delà.

Marina Ponti
Directrice
UN SDG Action Campaign

UN BAROMÈTRE DE :



**ZÉRO EXCLUSION
CARBONE.
PAUVRETÉ**

EN PARTENARIAT AVEC :



LES ODD À L'AUNE DE LA CRISE SANITAIRE :

Sans aucun doute, la pandémie de coronavirus nous a fait basculer dans un moment historique. Sept milliards de personnes ont subi dans une même unité de temps et d'action une crise sanitaire, économique et sociale inédite bouleversant des années d'efforts et de progrès, notamment en matière de lutte contre la pauvreté et d'accès à la santé. L'effet papillon d'un virus parti de Chine, touchant tous les continents les uns après les autres en un temps record, nous rappelle avec force la nature des interdépendances entre les nations en ce début du XXI^e siècle.

Simultanément, des mesures de restriction des libertés individuelles ont été prises avec la clôture des frontières, des politiques de confinement, de couvre-feux, d'états d'urgence sanitaire et la fermeture partielle ou totale de services publics essentiels.

Cette période aura sans nul doute des effets à long terme, aussi bien sur notre compréhension du monde, que sur nos manières de vivre. Force est de constater qu'il est encore difficile d'en imaginer l'ampleur. Pour autant, tout se passe comme si l'époque que nous vivons avait pour conséquence une sorte de « dissonance cognitive » brutale auprès de nombre de concitoyens, comme semblent le révéler des données récemment analysées.

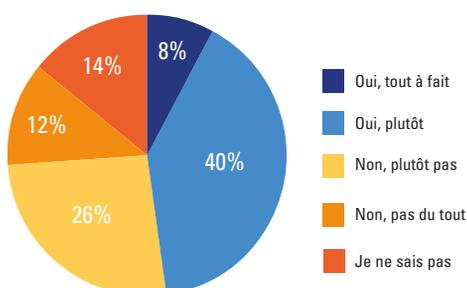
Focus 2030 scrute de manière régulière les opinions et attitudes des Français sur les grands enjeux de solidarité internationale à travers des sondages dans le cadre d'un partenariat avec le University College de Londres et Birmingham University. Sans préjuger de l'avenir, notre dernier sondage a souhaité identifier la manière dont nos concitoyens percevaient cette crise inédite au moment même de ce basculement, en juillet 2020.

La pandémie, dont les causes et les conséquences semblent confirmer les interconnexions entre les enjeux traités par les 17 Objectifs de développement durable (ODD), est-elle l'occasion d'une prise de conscience citoyenne de ces interdépendances ? Est-elle un facteur de repli national, comme pourrait illustrer les mesures et les expériences de distanciation et de fermetures des frontières ? Ou bien est-elle au contraire un facteur de solidarité accrue envers les autres nations de la part des individus, à l'heure où seule la coopération internationale semble s'imposer comme solution pour ralentir la propagation du virus ?

Interrogés sur ces points selon la méthode des quotas via l'institut YouGov, les 2 042 adultes représentatifs de la population française interrogés témoignent d'un soutien marqué à une plus grande solidarité internationale.

Ainsi, 48% des répondants indiquent se sentir plus solidaires des populations vivant dans d'autres pays depuis la pandémie de la COVID-19.

DEPUIS LA PANDEMIE DE LA COVID-19, VOUS SENTEZ VOUS PLUS SOLIDAIRE DU SORT DES POPULATIONS VIVANT DANS D'AUTRES PAYS ?



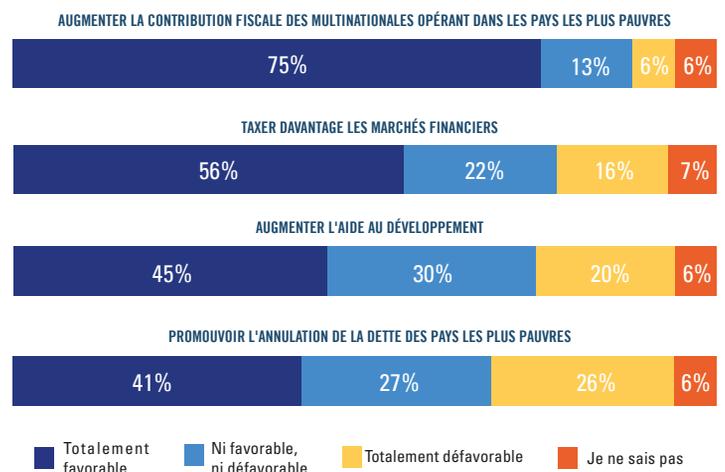
De plus, ils sont 59% à estimer que l'époque est à plus de coopération internationale afin que « chacun dans le monde puisse accéder à un système de santé similaire à celui de la France ».

Lorsqu'on interroge les Français sur l'impact potentiel de la crise sanitaire, 56% d'entre eux estiment que le nombre de personnes vivant sous le seuil de pauvreté dans le monde va augmenter tandis que 51% envisagent une augmentation de la consommation de produits locaux non importés. Par ailleurs, 42% estiment que de plus en plus de femmes et d'hommes souffriront de la faim.

Quelles solutions pour répondre à la crise sanitaire ?

Pour soutenir financièrement les pays en développement les plus affectés par la pandémie, les Français plébiscitent l'idée que les entreprises multinationales qui opèrent dans ces pays payent leur juste part d'impôts (75%). Ils pensent également que la taxation des marchés financiers (56%), l'augmentation de l'aide au développement (45%), et l'annulation de la dette des pays les plus pauvres (41%) sont des solutions pertinentes.

QUELLES MESURES POURRAIENT ÊTRE PRISES PAR LA FRANCE POUR SOUTENIR LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT LES PLUS AFFECTÉS PAR LA PANDEMIE ?

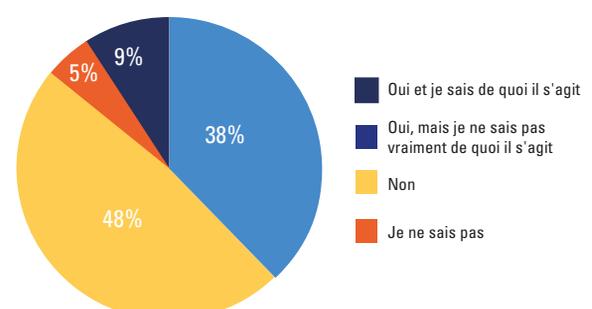


Quand il s'agit plus précisément de répondre à l'impact sanitaire de la crise, ce soutien à une approche universaliste ne se dément pas. 76% des Français estiment ainsi que « les tests, traitements et vaccins devraient être considérés comme « un bien public mondial » au même titre que l'eau, l'air, l'environnement, la culture ». Dans le même temps, et paradoxalement, un nationalisme vaccinal émerge parmi les pays les plus industrialisés mettant en exergue une forme de « chacun pour soi et tout pour moi ».

Solidarité internationale et Objectifs de développement durable

Ainsi, il semblerait que cette période favorise l'émergence d'une conscience citoyenne de nos interdépendances et la nécessité d'une plus grande coopération internationale. Il y a donc de quoi s'interroger : les Français seraient-ils devenus des militants actifs des ODD dans cette période historique ?

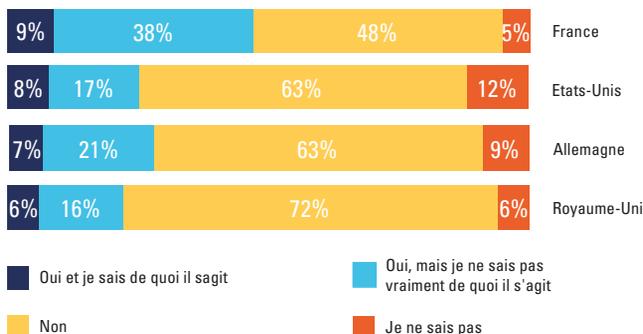
AVEZ VOUS DÉJÀ ENTENDU PARLER OU LU À PROPOS DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLES DES NATIONS UNIES ?



UN ÉLAN VERS LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Malheureusement, force est de constater que l'Agenda 2030 n'est toujours pas à l'agenda médiatique, politique et citoyen. Seuls 9% des Français affirment bien connaître les ODD, une proportion similaire à celle observée dans d'autres pays tels que les États-Unis, l'Allemagne ou le Royaume-Uni. Cette méconnaissance reflète vraisemblablement l'absence de portage politique des ODD par les relais d'opinion au premier titre desquels les gouvernements.

INTERNATIONAL : AVEZ-VOUS DÉJÀ ENTENDU PARLER OU LU À PROPOS DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE ?



A titre d'exemple, l'Élysée ne les a cités que 29 fois depuis 2017 dans ses communications officielles. Cette méconnaissance traduit probablement le peu d'intérêt des médias à s'emparer d'un agenda onusien, considéré de toute évidence comme trop technique et lointain par les journalistes. Ainsi, presque aucun média français de la presse généraliste n'a couvert les cinq ans de l'adoption de l'Agenda 2030, en dépit des efforts déployés par l'ONU pour communiquer sur cette date anniversaire à l'occasion de leur dernière Assemblée générale pour mesurer les progrès réalisés depuis leur adoption.

Enfin, en dépit de la prise de conscience citoyenne en faveur d'une plus grande solidarité internationale que semble avoir suscité la crise sanitaire, notre sondage révèle paradoxalement que les Français ne sont guère optimistes quant à la capacité du gouvernement français, de l'Europe et même de la communauté internationale de mener les efforts nécessaires pour tenir les engagements pris d'ici 2030.¹

¹ Les résultats détaillés du sondage peuvent être consultés ici : <https://focus2030.org/Les-Francais-es-les-ODD-et-la-reponse-a-la-crise-sanitaire-la-tentation-de-la>

Fabrice Ferrier
 Directeur
 Focus 2030

SONDAGE : 7 JEUNES SUR 10 ENGAGÉS POUR LE CLIMAT

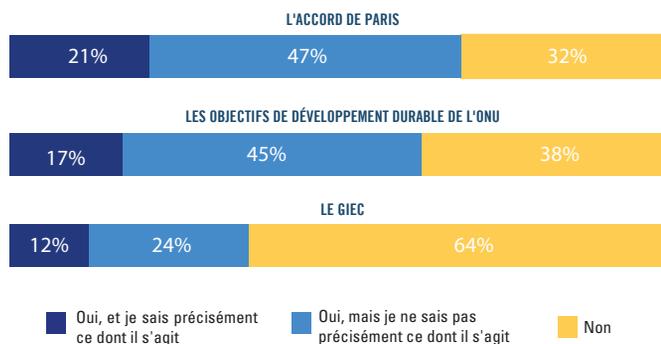
A lors que l'engagement de la jeunesse pour le climat a régulièrement fait la une de l'actualité ces dernières années, quel est réellement le niveau d'engagement des jeunes ? Sont-ils suffisamment informés ? Souhaitent-ils et peuvent-ils agir ? Avec l'IFOP, l'ONG ACTED a réalisé un sondage¹ sur ce thème auprès des Français de 15 à 35 ans à l'été 2020. Celui-ci avait pour objectif de mieux éclairer leurs connaissances, leurs engagements et leurs priorités, et a été mené dans le cadre de 1Planet4All².

Visible notamment à travers les grèves pour le climat, la préoccupation des jeunes pour les questions environnementales et climatiques est palpable. En effet, pour 83% des jeunes interrogés dans le cadre du sondage, les effets du dérèglement climatique ont déjà commencé à se faire sentir. Ce phénomène est d'ailleurs identifié par une majorité de jeunes (59%) comme le risque lié à la santé et à l'environnement le plus préoccupant de notre époque, loin devant la pollution atmosphérique ou le risque nucléaire.

Malgré cet intérêt, seuls 55% des 15-35 ans estiment être bien informés sur le changement climatique. Ils sont d'ailleurs 20% à penser que celui-ci est au moins en partie lié au réchauffement naturel de la planète, signe que le niveau de connaissance sur le sujet est loin d'être uniforme. De plus, les connaissances des jeunes ne sont que parcellaires quant aux programmes d'action contre le changement climatique. Si les jeunes sont 68% à avoir déjà entendu parler de l'Accord de Paris sur le climat, et 62% des Objectifs de développement durable (ODD) de l'ONU, ils sont beaucoup moins nombreux à savoir précisément ce dont il s'agit (21% pour l'Accord de Paris et 17% pour les ODD). Le GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat), lui, n'est connu que par 36% des sondés.

Ce niveau de connaissance mitigé s'accompagne d'une faible confiance dans les institutions. Pour les jeunes, ce sont avant tous les citoyens, cités par 51% des sondés, qui sont les plus capables d'agir contre le

CONNAISSEZ-VOUS LES PROGRAMMES SUIVANTS ?



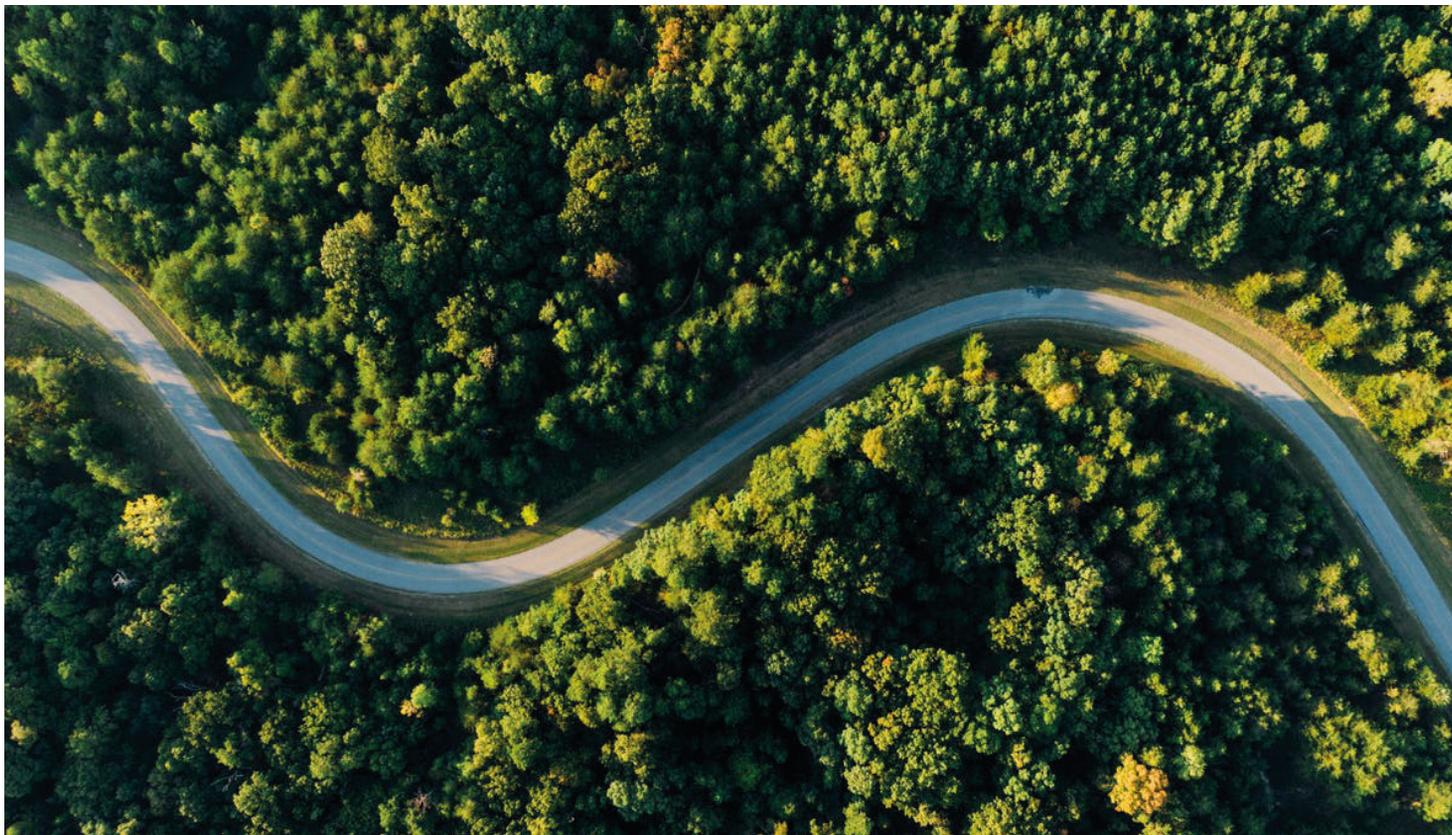
réchauffement climatique. L'Etat et les entreprises ne viennent qu'en deuxième et troisième positions, devant les organisations internationales, l'Union européenne, les scientifiques et les ONG.

Conscients de leur rôle, les jeunes sont plus de 7 sur 10 à se déclarer engagés dans la lutte contre le changement climatique, à titre individuel ou collectif. Cependant, bien que désireux d'agir à leur échelle, 41% des jeunes interrogés se disent mal informés sur les moyens d'agir. Parmi ceux qui ne s'engagent pas, 36% affirment le souhaiter, mais ne pas savoir comment faire. Signe qu'un travail d'information et de mobilisation important reste à accomplir auprès des jeunes, lequel sera toutefois facilité par leur conscience de l'enjeu climatique.

¹ L'ensemble des chiffres issus de ce sondage peut être consulté à l'adresse suivante : <https://bit.ly/35Z66sq>
² Un projet financé par l'Union européenne visant à informer et mobiliser les jeunes pour le climat, mis en oeuvre dans 12 pays européens, et auquel participe Convergences

Arielle Romenteau
 Responsable de projet DEAR - 1Planet4All
 ACTED

LES ODD, FEUILLE DE ROUTE DU MONDE DE DEMAIN ?



La crise du coronavirus, qui survient à 10 ans de la réalisation de l'Agenda 2030, constitue un violent rappel de la vulnérabilité des systèmes socio-économiques mondiaux, de leur interdépendance, ainsi que de la nécessité partagée de mettre en place de nouveaux modèles, plus durables, plus résilients et plus solidaires. Cette crise remet en question nos valeurs et notre vivre-ensemble. Elle ouvre également un formidable champ des possibles pour toutes celles et ceux qui imaginent et construisent d'ores et déjà le monde d'après.

La crise sans précédent que nous vivons a créé un moment de rupture, et ouvert l'opportunité unique d'apporter des solutions réellement transformatrices, pour engager durablement les sociétés contemporaines dans une transformation profonde, fondée sur les Objectifs de développement durable (ODD) adoptés par l'ONU.

Ces derniers mois, les annonces politiques s'enchaînent partout dans le monde, témoignant d'une prise de conscience de l'ampleur des transformations à engager. Aux Etats-Unis, ce sont plus de 3 000 milliards de dollars qui ont été débloqués pour faire face aux conséquences de la crise sanitaire, et qui devront permettre à l'économie de se maintenir à flot tout en aidant les ménages les plus démunis. L'Union européenne, au terme d'un sommet marathon de 5 jours à Bruxelles est parve-

nue fin Juillet à s'accorder sur un plan de relance européen de 750 milliards d'euros, dont une partie sera issue de la création d'une dette commune, inimaginable il y a encore quelques mois. La France, de son côté, a annoncé son plan de relance de 100 milliards d'euros, dont un tiers pour la relance écologique, et un autre tiers pour la relance sociale. Les signaux sont forts. Sont-ils pour autant assez ambitieux pour réaliser l'Agenda 2030 ? Comment atteindre collectivement les ODD ?

CE DOSSIER A L'AMBITION DE REMETTRE LES ODD AU CENTRE DES RÉFLEXIONS SUR LE « MONDE D'APRÈS ». IL PORTE UN MESSAGE COLLECTIF : PLUTÔT QUE DE RÉINVENTER LA ROUE À CHAQUE CRISE, C'EST LA ROUE DES ODD QU'IL NOUS FAUT UTILISER.

Pour répondre à ces questions, nous avons invité des experts du développement durable à intervenir dans le Dossier spécial du Baromètre. UNSDSN, centre de recherche de l'ONU sur le développement durable, analyse par exemple en page 6 comment les ODD peuvent être opérationnalisés en 6 grandes transformations, pour qu'ils soient plus facilement compris et utilisés par les acteurs privés comme publics. Dans un autre article, WWF France expose comment un plan de relance fran-

çais réellement vert et ambitieux pourrait non seulement permettre de tenir les engagements de l'Accord de Paris, mais également de créer un million d'emplois dans des secteurs clés de la transition écologique.

D'autres sujets sont également abordés dans ce dossier : éducation et formation au développement durable, mesure d'impact des entreprises utilisant les ODD comme cadre de référence, comptabilité extra-financière et triple comptabilité, outils de financement des ODD, etc.

A travers ces analyses, entretiens de personnalités, et présentations de solutions concrètes, ce dossier a l'ambition de remettre les ODD au centre des réflexions sur le « monde d'après ». Il porte un message collectif : plutôt que de réinventer la roue à chaque crise, c'est la roue des ODD qu'il nous faut utiliser. Dès à présent, profitons de l'opportunité générée par la crise de la COVID-19 pour mettre les ODD au centre des plans de relance, afin que les sociétés de demain soient plus durables, justes, solidaires, mais aussi résilientes pour être à même de faire face aux chocs futurs. Espérons que la somme des solutions apportées à cette crise nous permette d'atteindre les ODD d'ici à 2030.

Baptiste Fassin
Chargé de publications & communication
Convergences

OPINION : DE LA CRISE À UN CHANGEMENT DE SYSTÈMES POUR RECONSTRUIRE LE MONDE DE DEMAIN

La crise constitue une réelle opportunité de changement. Chez Catalyst, en tant que réseau mondial d'entrepreneurs sociaux, nous pensons que nous disposons des solutions novatrices nécessaires pour sortir plus forts de la COVID-19, et pour atteindre l'Agenda 2030. Pour cela, nous devons compter sur le soutien total des gouvernements et de toutes les parties prenantes.

Il n'existe aucun secteur, chaîne d'approvisionnement ou programme qui n'ait été touché par la pandémie mondiale. Alors que le monde entier est toujours aux prises avec les conséquences de cette crise, notre attention doit encore se focaliser sur l'expérience vécue de plus de sept milliards de personnes, dans 163 pays.

Alors que les Objectifs de développement durable (ODD) affichent l'ambition de mettre fin à la pauvreté, de protéger la planète et d'améliorer les vies des plus vulnérables, ils ne devraient toutefois pas être atteints avant 2082, à en croire l'Indice de progrès social 2020¹. Avec la COVID-19, cette échéance est repoussée d'une décennie, à 2092 – soit plus de 60 ans après la date initiale fixée à 2030. Ces données sont étayées par la Banque mondiale, dont les prévisions de juin 2020 annoncent un repli de l'économie mondiale de 5 à 8 %, précipitant 100 millions de personnes supplémentaires dans l'extrême pauvreté².

Promouvoir collectivement des changements de systèmes

Si ces éléments envoient un signal plus qu'inquiétant aux entrepreneurs sociaux et à leurs soutiens, cela ne doit pas être une fatalité. Il y a lieu d'être optimiste, de promouvoir des idées et des recommandations positives, susceptibles de transformer cette crise en un tournant historique.

Chez Catalyst 2030, nous croyons en l'optimisme. En tant que mouvement mondial d'innovateurs sociaux à l'influence croissante, nous travaillons en faveur d'un changement collaboratif de systèmes. Cette approche est un processus intentionnel et réfléchi, ayant pour but de transformer radicalement et en profondeur les états d'esprits, les rapports de pouvoir, les habitudes, les règles et les structures – et ce, dans la bonne direction.

Lancé lors du Forum économique de Davos en janvier 2020, Catalyst 2030 rassemble des réseaux d'entrepreneurs sociaux, parmi lesquels Ashoka, Echoing Green, la fondation Schwab pour l'entrepreneuriat social ainsi que la fondation Skoll. Ensemble, ces structures touchent près d'un milliard de personnes. Nous avons collectivement publié le rapport *Getting from Crisis to Systems Change*³ (Passer de la crise à un changement de systèmes) pour rassembler nos propositions de changement dans le contexte complexe et incertain causé par la COVID-19.



S'engager, être inclusifs et faire tomber les « silos »

Ce rapport met en avant plusieurs recommandations quant à la voie à suivre. Il propose des réponses immédiates aux défis liés à la pandémie, et propose des changements structurels concernant le fonctionnement des instances décisionnelles et des institutions de financement à l'échelle mondiale.

Nous invitons les dirigeants du monde à s'engager à changer les systèmes dans le bon sens. Les enseignements tirés des crises sont souvent vains, dès lors que l'on mobilise les ressources pour reconduire les systèmes défaillants déjà en place. Nous affirmons que le moment est venu d'imaginer et de construire de nouveaux systèmes plus efficaces et plus équitables.

Les entrepreneurs sociaux doivent pouvoir s'asseoir aux côtés des décideurs. Leurs voix, ainsi que celle des communautés vulnérables qu'ils représentent, doivent se faire entendre dans les lieux où sont prises les décisions qui les concernent.

Il est essentiel de tailler des brèches dans les « silos » institutionnels, afin d'alimenter des écosystèmes d'innovation sociale efficaces. L'« effet silo » nuit aux synergies et annule l'effet multiplicateur qu'une action dans un domaine peut créer dans bien d'autres. Pour nous, faire tomber les silos est une clé pour la réalisation des ODD : la poursuite simultanée de 17 objectifs contribue en effet à faire prendre conscience des interconnexions et des synergies entre chacun d'entre eux.

Enfin, les gouvernements, philanthropes et autres donateurs doivent transformer leur manière de financer l'entrepreneuriat social. Notre rapport identifie les moyens d'adapter et aligner les modèles de financement afin d'investir dans des changements de systèmes qui ont le potentiel d'être appliqués à grande échelle.

Une première étape pour mieux reconstruire

La pandémie a rendu beaucoup plus difficile l'atteinte des ODD, mais elle a également renforcé la logique même qui sous-tendait la création de ces objectifs mondiaux. En effet, les déterminants sociaux de la santé, tels que l'insécurité alimentaire, le faible niveau d'éducation, le handicap, la pauvreté, le chômage, l'instabilité en matière de logement, l'insécurité des droits fonciers et les baisses de revenus, font chacun l'objet d'ODD différents.

Nous, membres de Catalyst 2030, le croyons tous : cette fois peut être la bonne. En tant qu'organisation regroupant entrepreneurs sociaux et experts qui travaillent en collaboration avec des personnes parmi les plus défavorisées par les systèmes en place, nous pensons qu'il ne peut en être autrement.

Si notre rapport ne fournit pas toutes les réponses, c'est néanmoins un premier pas vers le changement de systèmes collaboratif dont nous avons besoin pour atteindre les ODD et commencer à mieux reconstruire. Nous pourrions ensuite entreprendre de répondre aux besoins des 7 milliards de personnes qui comptent sur nous.

¹ 2020 Social Progress Index, 10 septembre 2020, <https://www.socialprogress.org/assets/downloads/resources/2020/2020-Global-SPI-Findings.pdf>

² Projected poverty impacts of COVID-19 (coronavirus), 8 juin 2020, <https://www.worldbank.org/en/topic/poverty/brief/projected-poverty-impacts-of-covid-19>

³ Getting from crisis to systems change: Advice for leaders in the time of COVID, 8 juillet 2020, <https://drive.google.com/file/d/1KxhFiy70wcNKCoQekzNf006tDW9G7XN/view>

Jeroo Billimoria & Kristine Pearson
Membres fondateurs
Catalyst 2030

SIX TRANSFORMATIONS SOCIÉTALES À METTRE EN ŒUVRE POUR ATTEINDRE LES ODD D'ICI À 2030

Les Objectifs de développement durable (ODD) et l'Accord de Paris sur le climat identifient des cibles pertinentes pour le monde et pour chaque pays aux horizons 2030 et 2050. L'atteinte de ces cibles nécessite des actions complémentaires de la part des gouvernements, de la société civile, de la science et des entreprises. Or, ces deux accords ne définissent pas la marche à suivre pour atteindre ces objectifs. Compte tenu des synergies entre certains objectifs, il est peu recommandable pour un gouvernement ou une entreprise d'établir 17 stratégies distinctes pour atteindre chacun des ODD. Par exemple, une stratégie pour la biodiversité terrestre (ODD 15) doit tenir compte des questions liées à l'agriculture, la gestion durable des sols et des habitudes alimentaires (ODD 2). L'absence d'un cadre d'action commun pour opérationnaliser les ODD est un frein à leur mise en œuvre.

Un cadre opérationnel pour mettre en œuvre les ODD et l'Accord de Paris sur le climat basé sur six grandes transformations

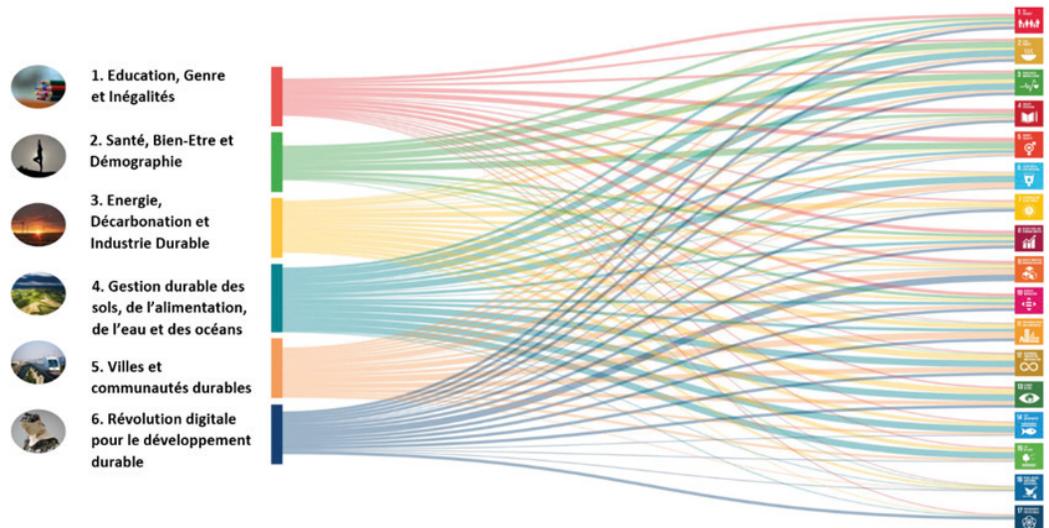
Pour pallier cette absence de cadre opérationnel commun, le Réseau des solutions pour le développement durable des Nations Unies (SDSN) en partenariat avec un groupe de scientifiques¹ propose 6 grandes transformations¹ qui sont nécessaires à l'atteinte des ODD et l'Accord de Paris sur le climat :

1. Education, Genre et Inégalités
2. Santé, Bien-Etre et Démographie
3. Energie, Décarbonation et Industrie Durable
4. Gestion durable des sols, de l'alimentation, de l'eau et des océans
5. Villes et communautés durables
6. Révolution digitale pour le développement durable

Ces six transformations comprennent des éléments plus spécifiques qui visent à soutenir les efforts des gouvernements et des entreprises pour mettre en œuvre les ODD. Les principes de justice sociale visant à « ne laisser personne de côté » et à entraîner une économie plus circulaire sont sous-jacents aux dites transformations.

1. Education, Genre et Inégalités
2. Santé, Bien-Etre et Démographie
3. Energie, Décarbonation et Industrie Durable
4. Gestion durable des sols, de l'alimentation, de l'eau et des océans
5. Villes et communautés durables
6. Révolution digitale pour le développement durable

6 GRANDES TRANSFORMATIONS ET LEURS LIENS AVEC LES ODD



Ces six transformations ont été établies sur la base d'une analyse rigoureuse des synergies et compromis entre les 17 ODD et 169 cibles (voir graphique). Ce cadre analytique peut et doit être adapté selon les pays et les contextes. Il a par exemple été utilisé et adapté dans une étude récente pour soutenir l'alignement des stratégies de l'Union européenne, incluant le Pacte vert pour l'Europe, avec les ODD².

Crise de la COVID-19 et mise en œuvre des transformations sociétales

La crise de la COVID-19 rend encore plus urgente la mise en œuvre de ces transformations. Si les ODD avaient été réalisés, la capacité des pays à répondre et à contrôler les problèmes de sécurité sanitaire mondiale, comme les pandémies, aurait été beaucoup plus efficace. En effet, l'ODD 3 (Bonne santé et bien-être) appelle à renforcer les moyens dont disposent tous les pays en matière « d'alerte rapide, de réduction des risques et de gestion des risques sanitaires nationaux et mondiaux »³. Or, de nombreux pays, y compris parmi les pays riches, ont négligé cet objectif. L'urgence climatique doit également pousser les gouvernements à accélérer l'opérationnalisation des ODD. La déforestation et autres problèmes environnementaux augmentent la probabilité de pandémies dans le futur⁴.

Les six transformations fournissent un cadre détaillé sur lequel construire des stratégies de relance post COVID-19. Pour les réaliser, les gouvernements doivent considérer trois principaux changements.

Premièrement, ils doivent mettre l'accent sur la planification à long terme avec le soutien de la science, de l'ingénierie et des politiques publiques. Les pays devraient envisager des objectifs à moyen et long terme avec des horizons temporels de 10 à 30 ans (c'est-à-dire 2030 pour les ODD et 2050 pour l'Accord de Paris) et développer des trajectoires et plans d'actions concrets (*pathways*) tout en opérant une surveillance régulière des progrès effectués.

Or, depuis les années 1990, de nombreux pays de l'OCDE ont perdu leurs capacités de prospective et de planification stratégiques. La crise de la COVID-19 a révélé de profondes vulnérabilités dans les systèmes de santé en raison d'un manque de préparation, y compris dans les pays d'Europe occidentale. La récente nomination en France d'un haut-commissaire à la planification et à la prospective en août 2020 démontre une volonté politique d'intégrer plus efficacement les considérations de long terme dans les cadres politiques et les stratégies gouvernementales à la suite de la COVID-19.

Deuxièmement, les cadres budgétaires doivent être alignés sur ces objectifs à moyen et long terme pour renforcer l'investissement public dans les ODD aux côtés du financement privé. Pour mobiliser des financements privés et les orienter vers chaque transformation requise par l'Agenda 2030, les gouvernements peuvent utiliser des mécanismes correctifs, par le biais de taxes, de redevances ou de permis négociables, ou utiliser leurs pouvoirs législatifs et réglementaires. Une coordination à l'échelle de l'ensemble du gouvernement est nécessaire pour assurer la cohérence de l'action publique. A ce titre, l'intégration transversale des enjeux liés au développement durable, au sein de certains ministères clés (économie, industrie etc.), est nécessaire⁵.

Troisièmement, ces grandes transformations ne peuvent réussir que si elles jouissent d'une légitimité sociétale. Les processus politiques doivent donc impliquer les citoyens dans la prise de décisions de façon participative, et promouvoir la transparence et la responsabilité. Les récents processus d'engagement citoyen lancés en Finlande, en France, avec la Convention Citoyenne pour le Climat et au Royaume-Uni (entre autres) vont dans la bonne direction.



Les ODD peuvent guider la relance économique. À court terme, la COVID-19 a un effet dévastateur sur les ODD. Les populations les plus pauvres sont particulièrement touchées, à travers de fortes baisses de revenus et une hausse de la faim dans le monde. À moyen et plus long terme, la crise de la COVID-19 peut se transformer en « tremplin » vers des économies plus durables, inclusives et résilientes. Les efforts pour éradiquer le virus doivent aller de pair avec les initiatives visant à renforcer les institutions multilatérales comme l'OMS et la mise en œuvre des accords internationaux comme les ODD et l'Accord de Paris. La société civile et la communauté scientifique doivent soutenir ces efforts en fournissant des solutions et des données probantes pour mettre en œuvre ces objectifs et en tenant un discours ferme sur la nécessité et la faisabilité d'une part, mais également sur les modes de financement qui peuvent être mobilisés et le coût abordable de ces transformations.

COMMENT LA CRISE DE LA COVID-19 A-T-ELLE IMPACTÉ LA RÉALISATION DES ODD DANS LE MONDE ?

La crise de la COVID-19 est un frein à court terme à l'atteinte des ODD en 2030. Néanmoins, la communauté internationale ne doit pas réduire ses ambitions. Les ODD restent réalisables et abordables. D'importants progrès ont été faits depuis leur adoption en 2015. À moyen et long terme, les plans de relance et la co-opération internationale doivent permettre d'accélérer la transition vers des sociétés plus durables, justes et résilientes.

Les conséquences de la COVID-19 sur notre capacité à atteindre les ODD sont préoccupantes. Environ 150 millions de personnes en plus dans le monde pourraient se retrouver en situation d'extrême pauvreté d'ici 2021 et 130 millions de plus en situation de sous-alimentation². La crise touche en particulier les populations les plus vulnérables. Si des impacts positifs éphémères en matière d'émissions de gaz à effet de serre ont pu être observés au tout début de la crise sanitaire durant les confinements nationaux, les émissions sont repartiées à la hausse dans la plupart des pays du G20 depuis mai 2020.

Néanmoins les ODD sont, en principe, toujours réalisables et il n'existe aucun obstacle technologique ou opérationnel à leur réalisation³. De nombreuses études suggèrent que des objectifs tels que la décarbonation énergétique, l'utilisation durable des terres et des systèmes alimentaires, l'éducation pour tous, la lutte contre les maladies et la santé publique sont tous réalisables. Les objectifs sont également abordables. Les évaluations du Fonds monétaire international et du Réseau des solutions pour le développement durable des Nations Unies (SDSN) confirment que les ODD peuvent être financés à un coût d'environ 2% du produit intérieur brut mondial, comprenant environ 0,4% d'aide au développement pour combler le manque de ressources des pays pauvres⁴. De plus, l'innovation accélère les progrès et réduit les coûts, notamment grâce à l'utilisation des nouvelles technologies pour accroître l'efficacité énergétique et réduire les dommages environnementaux.

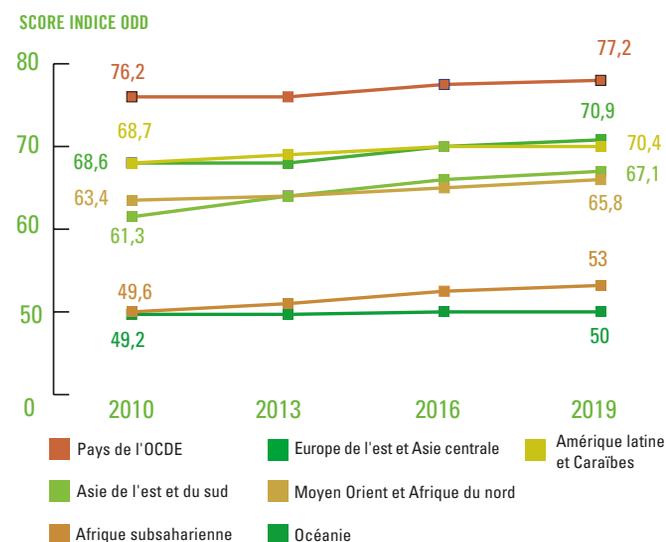
Comme le souligne le SDSN, des progrès importants ont été réalisés dans la plupart des régions du monde au cours de la dernière décennie en matière de développement durable (Graphique 1). L'indice ODD, publié chaque année au mois de juin utilise 85 indicateurs provenant d'organisations internationales et de la société civile (incluant des centres de recherche) pour mesurer la distance qu'il reste à parcourir par les pays pour atteindre les ODD. La méthodologie, publiée dans la littérature scientifique et audité statistiquement par la Commission européenne, fournit un classement mondial des pays en matière de mise en œuvre des ODD. Des éditions régionales (par exemple pour l'Europe) et au niveau des villes sont également disponibles.

La crise de la COVID-19 ne doit pas anéantir ces progrès. Les ODD 1 (Pas de pauvreté), 9 (Industrie, Innovation et Infrastructure) et 11 (Villes et communautés durables) ont nettement progressé depuis 2015. En revanche, les ODD 2 (Faim « zéro ») et 15 (Vie terrestre) ont stagné voire même régressé dans la plupart des pays, montrant la nécessité de redoubler d'efforts pour atteindre ces objectifs. La France obtient ses pires résultats sur l'ODD 12 (Consommation et production responsable) et l'ODD 13 (Lutte contre les changements climatiques). En effet, comme d'autres pays riches la France génère des externalités négatives à travers le commerce qui ont des effets

1 Sachs, J.D., Schmidt-Traub, G., Mazzucato, M. et al. Six Transformations to achieve the Sustainable Development Goals. Nat Sustain 2, 805–814 (2019). <https://doi.org/10.1038/s41893-019-0352-9>
 2 SDSN & IEEP. 2019. The 2019 Europe Sustainable Development Report. Sustainable Development Solutions Network and Institute for European Environmental Policy: Paris and Brussels.
 3 <https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/health/>
 4 <https://news.un.org/en/story/2020/10/1076392>
 5 La Croatie a par exemple récemment créé un nouveau ministère, le Ministère de l'économie et du développement durable, pour intégrer pleinement le développement durable dans les enjeux économiques du pays.

Guillaume Lafortune
 Directeur
 SDSN, Paris

PROGRÈS RÉALISÉS SUR LES ODD PAR RÉGIONS



L'indice ODD utilise 85 indicateurs provenant d'organisations internationales et de la société civile (incluant des centres de recherche) pour mesurer la distance (de 1 à 100) qu'il reste à parcourir par les pays pour atteindre les ODD.

négatifs sur des pays tiers. La France se classe 158^e sur 166 pays sur l'indice international des externalités négatives en 2020.

Les ODD fournissent un cadre pertinent pour informer les plans de relance post-COVID-19 et accélérer la transformation des sociétés vers des modèles plus durables, justes et résilients. De récentes études suggèrent que d'avantages d'efforts pourraient être faits pour aligner les plans de relance aux ODD et à la relance verte, notamment dans les pays du G20 où les subventions aux énergies fossiles demeurent importantes. La crise du multilatéralisme appelle à davantage de leadership, notamment de la part de l'Union européenne et du G20, pour soutenir les pays pauvres et rendre les chaînes de valeur et le commerce plus durables.

En 2021, plusieurs événements doivent promouvoir une relance mondiale basée sur la coopération internationale et alignée sur les ODD. Cela inclut, entre autres, la COP26 sur le climat en Ecosse en novembre 2021, la COP15 sur la biodiversité en Chine en mai 2021, le Sommet sur les systèmes alimentaires, ainsi que le Forum Politique de Haut Niveau et l'assemblée générale des Nations-Unies en juillet et septembre 2021.

1 <https://www.worldbank.org/en/news/press-release/2020/10/07/COVID-19-to-add-as-many-as-150-million-extreme-poor-by-2021>
 2 <https://news.un.org/en/story/2020/07/1068261>
 3 <https://www.nature.com/articles/d41586-020-02373-7>
 4 <https://resources.unsdsn.org/sdg-costing-financing-for-low-income-developing-countries>

Guillaume Lafortune
 Directeur
 SDSN, Paris

ET SI LE MONDE DE DEMAIN PRENAIT LA FORME D'UN DONUT ?

Tout commence en 2012, lorsque l'économiste Kate Raworth dessine deux cercles concentriques (voir ci-contre). Le cercle interne, appelé plancher social, correspond aux besoins humains critiques (accès aux soins, à l'alimentation, à l'éducation, etc.), en-deçà duquel l'humanité se trouve en situation de privation. Au-delà du cercle externe, appelé le plafond environnemental, se trouvent les limites planétaires (changement climatique, perte de biodiversité, etc.). Entre ces deux cercles se situe le « Donut » : l'espace dans lequel nous pouvons satisfaire les besoins de tous, dans les limites de régénération de la planète.

Aussi surprenant que cela puisse paraître : l'enjeu du 21^e siècle est d'accueillir l'ensemble de l'Humanité sur un Donut ! L'image est bien plus simple que la représentation des 17 objectifs de l'Agenda 2030. Pourtant les deux approches sont fortement liées. Lors de l'élaboration des 169 cibles et 244 indicateurs des ODD (Objectifs de développement durable), la théorie du Donut était présente sur la table¹. L'Agenda 2030 fixe finalement une date cible pour atteindre cet équilibre du Donut.

12 ODD participent à la définition du plancher social durable quand quatre visent à définir les 12 limites planétaires. Le 17^e ODD concerne les partenariats. Il est le premier levier pour enclencher les ODD et accueillir l'Humanité dans cet espace plus sûr, plus juste et plus durable. Par exemple, l'éducation est un minimum social dans la roue des ODD mais il s'agit aussi d'un levier pour bâtir le monde de la transition où l'Agenda 2030 est un succès.

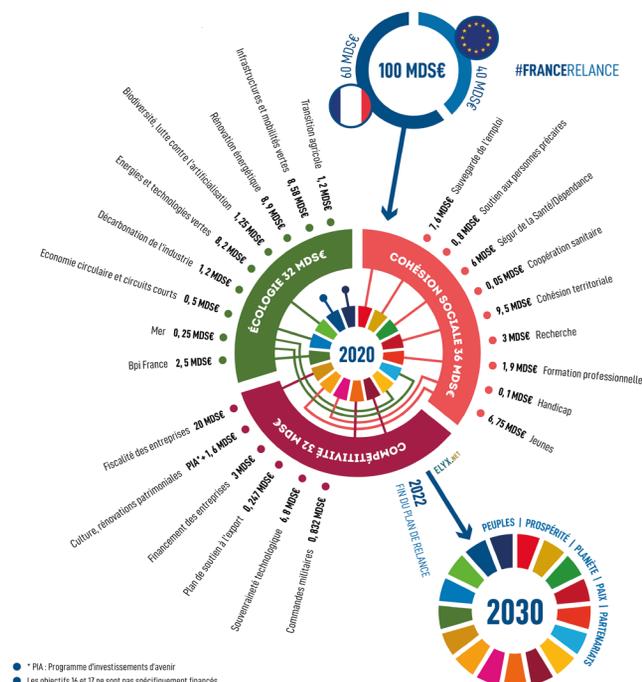
Passer de la Croissance à la Prospérité

Changeons de boussole : le progrès n'est pas d'aller toujours plus haut, mais d'inviter davantage de personnes dans un équilibre. La recherche d'une croissance à tout prix a créé les conditions de l'impasse actuelle. En modifiant le logiciel économique qui façonne le monde dans lequel nous vivons, nous pourrions passer de l'ère de la croissance à celle de prospérité.

LES ODD CROISÉS AVEC LA THÉORIE DU DONUT DE L'ÉCONOMISTE ÉTATS-UNIENNE KATE RAWORTH



LE PLAN DE RELANCE FRANÇAIS, ET SON IMPACT SUR LES ODD



Et si nous lisions le plan de relance autrement, à l'aune des ODD ?

La décennie de l'action débute avec un plan de relance historique. Ce plan doit certes avoir un effet palliatif sur la conjoncture de crise actuellement causée par la pandémie de la COVID-19, mais il doit aussi poser les fondements structurels d'une nouvelle économie. A son échéance, en 2022, il ne restera plus que huit ans pour réaliser l'Agenda 2030. Ce plan de relance est donc l'outil qui devrait permettre d'emmener la France mais aussi ses partenaires dans cet espace juste, résilient et durable. C'est à ce titre que la Fondation Elyx propose une Action BOX² qui présente le plan de relance à travers la boussole des ODD, pour inciter un changement d'orientation.

¹ « La théorie du Donut » - L'économie de demain en 7 principes, Kate Raworth, 2018
² <https://elyx.net/actionbox/>

Yacine Aït Kaci
 Président
Nadine Bilong & Laure le Rouzic
 Responsables marketing et communication
Adeline Pilon
 Directrice Générale
 Fondation Elyx

* PIA : Programme d'investissements d'avenir
 Les objectifs 16 et 17 ne sont pas spécifiquement financés.
 Le bon fonctionnement des institutions et la lutte contre la corruption (ODD 16) sont un pilier de la mise en oeuvre du plan.
 Les partenariats (ODD 17) sont au coeur du plan à travers la solidarité européenne mais l'objectif de 0,7% du RNB en aide au développement (APD) n'est toujours pas atteint à ce jour.

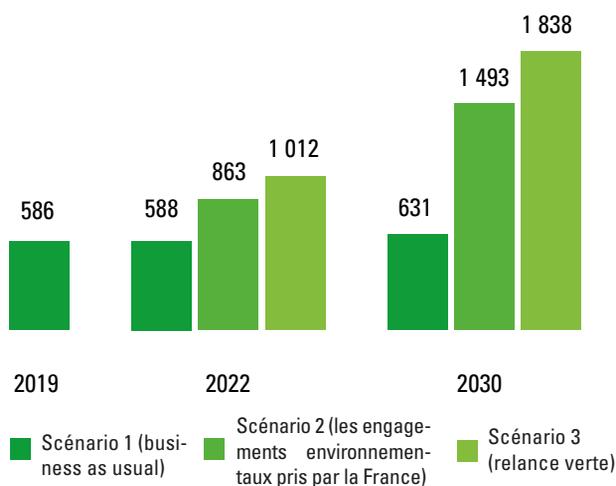
MONDE D'APRÈS : WWF FRANCE PUBLIE UNE ETUDE POUR METTRE L'EMPLOI AU COEUR DE LA RELANCE

La crise sanitaire de la COVID-19 prend ses racines dans les nombreuses pressions que les activités humaines exercent sur la nature et le monde sauvage. Elle intervient comme un nouveau révélateur de la fragilité de nos sociétés et des limites de nos modèles de production et de consommation. Dans un contexte où les effets du dérèglement climatique et du déclin de la biodiversité sont de plus en plus visibles, cette crise sans précédent constitue une opportunité unique pour engager durablement la France dans la transition écologique, en s'inscrivant dans le cadre des Objectifs de développement durable (ODD) promus par l'ONU.

Alors que les conséquences sociales et économiques de la crise sont considérables et menacent des centaines de milliers d'emplois, le WWF France a réalisé une étude avec l'appui du cabinet EY. Elle montre qu'il est possible de bâtir un plan de relance de l'économie conjuguant transition écologique, relance et création d'emploi.

L'étude met en évidence les bénéfices pour l'emploi d'une relance tournée vers les secteurs clés de la transition écologique et évalue les besoins d'investissement pour chacun de ces secteurs. Trois scénarios sont étudiés : un premier scénario business as usual, un deuxième basé sur les engagements environnementaux déjà pris par la France et un troisième scénario "relance verte" basé sur des objectifs environnementaux rehaussés.

NOMBRE D'EMPLOIS SOUTENUS (DIRECTS, INDIRECTS, INDIUTS) SELON LES TROIS SCÉNARIOS DE RELANCE (EN MILLIERS)

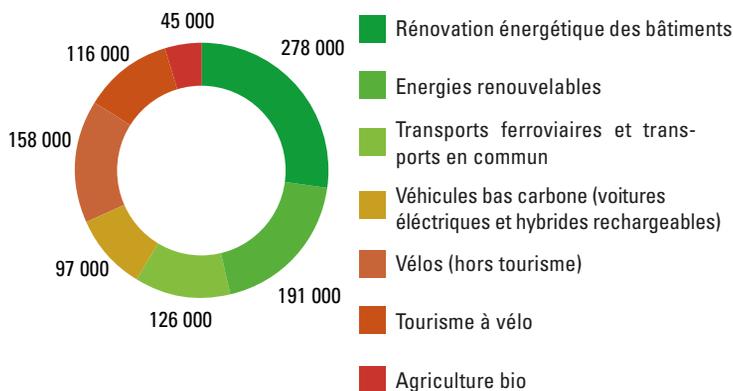


Cinq secteurs prioritaires pour soutenir plus d'un million d'emplois d'ici 2022

Afin d'accélérer la transition écologique tout en soutenant de nombreux emplois non-délocalisables, l'étude identifie cinq secteurs prioritaires : la rénovation thermique des bâtiments, les énergies renouvelables, les transports collectifs (transports ferroviaires et transports en commun urbains), la mobilité individuelle (véhicules électriques et vélo), et l'agriculture biologique.

Dans le secteur de la rénovation thermique des bâtiments, 278 000 emplois pourraient être soutenus dès 2022, créant une valeur ajoutée de 38 milliards d'euros par an. Pour y arriver, le besoin d'investissement supplémentaire est évalué à quatre milliards d'euros par an entre 2020 et 2023 et plus de 11 milliards par an entre 2024 et 2030. Autres exemples : dans le secteur des véhicules électriques et hybrides, une relance tournée vers la transition écologique soutiendrait 97 000 emplois dès 2022, et 328 000 emplois à horizon 2030, créant une valeur ajoutée de 22 milliards d'euros, tandis qu'un investissement dans le secteur des énergies renouvelables permettrait de soutenir 191 000 emplois dès 2022, puis 256 000 emplois en 2030, créant ainsi une valeur ajoutée de 24 milliards d'euros par an.

RÉPARTITION DES EMPLOIS SOUTENUS PAR SECTEUR EN 2022 DANS LE SCÉNARIO "RELANCE VERTE"



Au total, une relance tournée vers la transition écologique permettrait de soutenir plus d'un million d'emplois d'ici 2022, soit deux fois plus qu'un plan de relance sans soutien ambitieux fléché vers la transition écologique. Pour cela, le WWF estime qu'il faudra au moins 14 milliards d'euros d'investissements supplémentaires annuels sur la période 2020-2023. Et avec plus de 80% des emplois situés hors de la Région Ile-de-France, les emplois soutenus seraient largement distribués sur l'ensemble du territoire national et non-délocalisables, en particulier dans les secteurs de la rénovation thermique, de l'agriculture, ou encore du tourisme.

La relance par ces secteurs doit également garantir une transition socialement juste afin de réduire les vulnérabilités économiques, sanitaires et environnementales. Dans cette perspective, il est essentiel que des stratégies d'accompagnement et de conversion des salariés des filières les plus exposées aux pertes d'emploi soient mises en place.

Au-delà des soutiens sectoriels, le besoin de réforme structurelle de notre économie

Au-delà des mesures de soutien à ces quelques secteurs clés, le plan de relance vert doit être l'occasion d'engager des réformes structurelles de notre économie. Le WWF formule plusieurs propositions en ce sens, par exemple : utiliser la taxonomie européenne dans la construction du plan de relance pour assurer une cohérence du budget avec les engagements environnementaux pris notamment dans le cadre de l'Accord de Paris sur le climat (2015), stopper les dépenses identifiées comme défavorables à l'environnement, renforcer le signal prix carbone en mettant en place un prix plancher croissant du carbone en Europe, et intégrer le capital naturel au cœur des systèmes d'information comptable, en faisant évoluer le rapport extra-financier des entreprises et la comptabilité financière.

Par ailleurs, alors que l'Etat a débloqué des soutiens financiers inédits à destination des entreprises dans le but de contenir la crise économique, le WWF appelle à établir une éco-conditionnalité sur les aides publiques aux grandes entreprises. Si ces soutiens sont nécessaires pour la préservation des activités économiques et des emplois, ces aides financées par le contribuable ne sauraient être attribuées sans contrepartie, notamment en matière de transition écologique. Dans le cadre du projet de loi de finances pour 2021, le WWF demande à ce que l'ensemble des aides publiques accordées aux grandes entreprises soient conditionnées à des engagements climat concrets au travers d'un bilan d'émissions de gaz à effet de serre, une trajectoire de réduction et d'un plan d'investissement cohérents avec la Stratégie nationale bas carbone et l'Accord de Paris. Cette conditionnalité doit absolument être contraignante, c'est-à-dire prévoir une sanction financière en cas de non-respect par les entreprises concernées.

Margot Delafoulhouze
Responsable Plaidoyer Villes & Territoires Durables
Juliette Kacprzak
Chargée de plaidoyer et campagnes
Philippine Viaud
Assistante chargée de plaidoyer
WWF France

FOCUS SUR LES SECTEURS CLÉS D'UNE RELANCE ODD-COMPATIBLE

CONSTRUIRE DES BÂTIMENTS À FAIBLE CONSOMMATION D'ÉNERGIE EN UKRAÏNE

La Nordic Environment Finance Corporation (NEFCO) dirige actuellement plusieurs initiatives de financement soutenant l'efficacité énergétique des bâtiments et la transition verte en Ukraine. NEFCO soutient les petites municipalités d'Ukraine en leur accordant des prêts à des conditions préférentielles combinés à des subventions des gouvernements nordiques. En moyenne, la rénovation des crèches, des écoles et des établissements de soins de santé permet de réduire la consommation d'énergie de 30 à 50 % et les projets de modernisation de l'éclairage public de 50 à 70 %, ce qui entraîne une réduction des émissions de CO₂ et des économies de coûts essentielles pour les municipalités. NEFCO a financé plus de 100 projets d'efficacité énergétique en Ukraine liés à la rénovation de bâtiments publics et à la modernisation de l'éclairage public.



En Ukraine, une école rénovée par NEFCO. Cette école consomme désormais 30% d'énergie en moins.



@Braga

DES TRANSPORTS EN COMMUN RESPONSABLES ET INNOVANTS À BRAGA, AU PORTUGAL

Nominée pour le Sustainable Transport Award 2020, la ville de Braga au Portugal a récemment ajouté 6 nouveaux bus 100% électriques à sa flotte de transports publics. Entre octobre 2018 et août 2019, ces bus ont permis une réduction significative des émissions de CO₂ de la ville (-225 tonnes) et permis une réduction de 67% des coûts d'exploitations, soit 60 000 euros d'économie.

L'ÉMANCIPATION PAR L'ACQUISITION D'UN VÉLO, PARTOUT DANS LE MONDE

World Bicycle Relief est une ONG qui fournit des vélos spécialement conçus pour offrir un accès à la mobilité aux étudiants, personnels de santé et entrepreneurs des régions rurales des pays en voie de développement. Depuis 2005, plus de 530 000 vélos ont été fournis, dans plus de 10 pays. Cette initiative a permis de réduire l'absentéisme à l'école des jeunes filles de 28 %, d'améliorer la rentabilité des entrepreneurs bénéficiaires de ce programme, d'augmenter le nombre de visites médicales de 88% dans les zones concernées. Preuve de ce fort impact, le World Bicycle Relief est en lice pour les SDG Action Awards 2020, car son action favorise l'accès aux soins dans les communautés rurales.



@WorldBicycleRelief

Cet homme est un travailleur de la santé bénévole et se trouve sur une bicyclette fournie par World Bicycle Relief. La plupart des villages des zones rurales de Zambie font appel à des travailleurs sanitaires bénévoles, car il n'y a ni médecins ni infirmières.

EN AFRIQUE SUB-SAHARIENNE, NURU ENERGY FACILITE L'ACCÈS AUX ÉNERGIES RENOUVELABLES

Plus de la moitié de la population d'Afrique subsaharienne (600 millions de personnes) vit sous le seuil de pauvreté de 1,25 dollar par jour et n'a toujours pas accès à une électricité abordable. Pourtant, l'accès à l'énergie durable permet d'atteindre la plupart, voire la totalité des autres Objectifs de développement durable. Pour répondre à la demande d'énergie abordable et durable, Nuru Energy fournit un accès à l'énergie au niveau du village, où une micro-entrepreneuse est recrutée, formée et équipée pour fournir des services de recharge à base d'énergie solaire à sa communauté. Les membres de la communauté, au lieu de posséder leur propre système solaire (souvent chers), reçoivent à leur tour une petite lampe LED portable Nuru qu'ils rechargent ensuite quand ils en ont besoin, en même temps que leur téléphone portable. À ce jour, au Rwanda et au Burundi, Nuru Energy a formé plus de 1 300 entrepreneurs de village qui, à leur tour, fournissent des services d'énergie solaire à plus de 130 000 ménages défavorisés.



@NuruEnergy

Une entrepreneuse d'un village soutenu par Nuru Energy est ici avec des enfants, tous munis d'une lampe Nuru Light. Après le coucher du soleil, la lampe portable et rechargeable Nuru Light peut être utilisée de nombreuses façons pour aider les femmes et leurs enfants à effectuer des tâches cruciales à l'intérieur et à l'extérieur de leur maison.

LES INNOVATIONS TERRITORIALES DURABLES : UN LEVIER STRATÉGIQUE POUR L'AGENDA 2030

La signature en 2015 de l'Agenda 2030 témoigne de la portée globale et systémique des défis sociétaux contemporains. Au cœur de cet agenda, 17 Objectifs de développement durable (ODD) ont été fixés. Ils couvrent l'ensemble des enjeux de développement qui concernent notre écosystème planétaire tels que la pauvreté, la faim, la santé, l'éducation, le travail, l'énergie, le climat et les inégalités, entre autres. Parmi eux, la coopération et les alliances stratégiques (ODD 17) ont été inscrites comme un levier essentiel pour l'atteinte de ces objectifs.

Historiquement, de nombreuses initiatives s'articulent autour de pratiques partenariales et d'actions concertées. Au Canada, les tables locales de concertation, communément appelées « tables de quartier », constituent de véritables réseaux d'action commune par lesquels transitent bon nombre d'enjeux liés au développement social des territoires¹.

Par leur nature participative, ces tables représentent des plateformes innovantes fondées sur la concertation intersectorielle. Ces structures ont pour but de renforcer la capacité de concertation des organisations locales ainsi que la mise en réseau des acteurs territoriaux. Cela peut concerner différents secteurs d'intervention – jeunesse, santé mentale, sécurité alimentaire, etc. – et divers réseaux – communautaire, municipal, scolaire, etc. Grâce à cette modalité de gestion publique, les acteurs du territoire sont en mesure de concevoir et de mettre en œuvre des innovations territoriales durables.

Au Canada, une initiative inspirante d'innovation territoriale durable

Le CLIC-BC (Conseil local des intervenants communautaires de Bordeaux-Cartierville) est né en 1991 à l'issue du colloque « Deux mondes, deux réalités », organisé par divers intervenants de Bordeaux-Cartierville (Québec, Canada) qui se questionnaient sur l'appauvrissement de leur quartier. Ce colloque a permis de mettre en évidence le fait que Bordeaux-Cartierville était et est toujours un quartier à deux vitesses, où l'extrême richesse côtoie l'extrême pauvreté. Afin de maximiser la portée de leurs actions, une trentaine d'intervenants ont alors choisi de se regrouper au sein d'une instance de concertation permanente, le CLIC-BC, qui devait leur permettre de s'entraider et d'agir plus efficacement sur le territoire.

La mission du CLIC-BC est d'être au service de l'avenir de ce quartier et comprend deux mandats principaux². Le premier consiste à coordonner la mise en œuvre du plan concerté en développement social du quartier pour la période 2019-2024 « Des possibles aux réels ». Ce plan, élaboré par plus de 150 acteurs du quartier (résidents, membres et partenaires) com-



Assemblée annuelle du plan d'action concerté en développement social 2013-2018 « Bordeaux-Cartierville, quartier de tous les possibles », juin 2017

prend quatre orientations : services et ressources, déplacements, habitation et verdissement, et enfin, vivre-ensemble. Le deuxième mandat consiste quant à lui à piloter la démarche de Revitalisation Urbaine Intégrée (RUI) « Bâtir ensemble un quartier à notre image ». Celle-ci vise à améliorer les conditions de vie des résidents ainsi que le cadre de vie du quartier, notamment en luttant contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Le rôle à jouer par l'équipe du CLIC-BC en matière de concertation est complexe et ses facettes sont multiples et différentes. Dans le cadre de tout projet territorial innovant, les acteurs concernés peuvent effectuer des missions bien différenciées, mais souvent complémentaires, au sein de plusieurs types d'instances participatives, telles que le conseil d'administration, les démarches³, les comités de travail et les projets collectifs.

Le CLIC-BC a donc pour mission d'encourager et de promouvoir les partenariats publics, les partenariats public-privé et les partenariats avec la société civile. Le plan concerté en développement social et la démarche de Revitalisation Urbaine Intégrée (RUI) précédemment mentionnés en sont de bons exemples. Ce rôle de facilitateur et de promoteur d'innovations territoriales clairement identifiables du CLIC-BC est particulièrement précieux pour le développement durable du quartier.

Dans le cas de la Revitalisation Urbaine Intégrée⁴, la gouvernance fonctionne à travers un comité local de revitalisation qui compte une trentaine de membres du CLIC-BC et un comité consultatif, en charge d'un suivi plus pointu des actions territoriales. Les ci-

toyens sont considérés comme des acteurs de premier plan dans cette démarche. Dans les cas de ces deux comités, la participation citoyenne est possible, et même encouragée : un agent est responsable de favoriser leur participation et leur mobilisation.

Dans ce contexte, la coopération et les alliances stratégiques entre les membres du CLIC-BC sont aujourd'hui un atout indispensable qui permet l'émergence d'un bon nombre d'innovations territoriales durables⁵. De par leur nature stratégique et coopérative, ces innovations promeuvent des partenariats efficaces entre les collectivités territoriales, le secteur privé, les structures de l'économie sociale et solidaire et la société civile. Elles sont nécessaires pour la réalisation des ODD à l'échelle planétaire, sur les plans local, régional, national, et international. Pour cela, elles doivent être inclusives, construites sur des principes et des valeurs communes, et placer au cœur de leurs stratégies les peuples et les territoires.

¹ Initiative montréalaise de soutien au développement social local (2006), disponible ici : <http://www.ndg.ca/fr/qui-nous-sommes/bailleurs-de-fonds/252-funding-initiative-montrealaise>.

² Plus d'information sur le site web du CLIC-BC : <http://www.clic-bc.ca/clic/>.

³ Les « démarches » sont un type d'instance participative dans le CLIC-BC.

⁴ RUI (Revitalisation Urbaine Intégrée) : <http://www.clic-bc.ca/clic/rui/>
⁵ Suárez-Herrera, J. C., Bah, B. (2018). Enjeux organisationnels associés à la gouvernance en réseau au sein d'une table de concertation intersectorielle et multi-réseaux, le CLIC de Bordeaux-Cartierville. Rapport de recherche. Montréal : CRPSI, CIUSSS du Nord-de-l'Île-de-Montréal.

José Carlos Suárez Herrera
 Enseignant-chercheur
 Kedge Business School
 Yunus Lab for Social Business and Sustainable Development

LES ODD, LE MEILLEUR BUSINESS PLAN POUR LA DURABILITÉ DES ENTREPRISES

Adoptés il y a 5 ans, les 17 Objectifs de développement durables (ODD) proposent un référentiel pour résoudre les défis environnementaux, sociaux et économiques du monde, en ne laissant personne de côté. Les entreprises ont été nombreuses à s'en saisir, que ce soit comme cadre des grands enjeux universels dans lesquels elles s'inscrivent, comme grille d'analyse pour structurer leur stratégie, comme référentiel de dialogue avec leurs parties prenantes ou encore pour faire évoluer leur modèle d'affaire vers plus de durabilité. Ainsi, 81% des entreprises du SBF120 (Société des Bourses Françaises) déclarent utiliser les ODD¹. Parce qu'ils offrent un cadre qui peut être partagé par tous et un même langage, les ODD constituent un outil propice au dialogue avec toutes les parties prenantes de l'entreprise.

Au-delà du dialogue, la dimension fondamentale des ODD est la transformation des modèles économiques et d'affaires à laquelle ils appellent : *business as unusual* ! Il s'agit pour l'entreprise de revoir sa stratégie, ses produits ou services, pour s'orienter vers plus de durabilité. Dans son enquête « ODD et entreprises », le Global Compact France rapporte que « 20% des [entreprises répondantes] souhaitent avancer sur des aspects plus stratégiques dont la définition de leur raison d'être en cohérence avec les ODD et 37% déclarent en outre avoir déjà redéfini leur stratégie business ou prévoient de le faire »².

La contribution du secteur privé est essentielle, encore plus dans le contexte actuel de crise de la COVID-19. Parce qu'ils permettent de prendre en compte l'ensemble des dynamiques sociétales, environnementales, sociales et leurs interdépendances, les ODD offrent le cadre le plus adapté pour trouver les solutions, « le meilleur business plan du monde », selon Paul

Polman, ancien PDG d'Unilever et vice-président de Global Compact.

Aligner sa stratégie sur les ODD est sûrement la meilleure façon pour une entreprise d'assurer sa pérennité : en démontrant qu'elle apporte des solutions aux enjeux sociétaux, elle légitime son utilité. C'est un levier de performance pour répondre aux attentes des consommateurs, mais aussi un facteur d'attractivité pour le recrutement des futurs collaborateurs, de plus en plus nombreux à souhaiter mettre une ambition sociale et environnementale dans leurs métiers. L'entreprise doit cependant veiller à ne pas tomber dans le piège du « ODD washing »³. Il s'agit de s'engager dans une réelle dynamique de transformation, qui oblige l'entreprise à revoir ses pratiques et à inclure une logique de durabilité dans ses activités.

Souvent perçues comme part du problème, notamment par certaines ONG, les entreprises peuvent, avec les ODD, faire partie de la solution, surtout si elles engagent de nouvelles alliances avec leurs parties prenantes pour la mise en œuvre de dispositifs plus sobres et plus solidaires. En partageant le cadre commun de l'Agenda 2030, l'ensemble des acteurs ont un même but : faire face collectivement aux défis du monde. La transformation des systèmes de production se fera plus vite grâce à ces partenariats.

L'exemple de Veolia

Veolia a publié sa raison d'être en 2019, après un an d'un processus collaboratif, impliquant l'ensemble de ses parties prenantes : management, conseil d'administration, instances représentatives du personnel, collaborateurs, mais également ONG et citoyens. Au-delà d'un texte, la raison d'être de Veolia se veut la mise en mouvement d'une vision élargie de l'entreprise, qui affirme son engagement

LA RAISON D'ÊTRE DE VEOLIA : UNE DÉMARCHE DE PROGRÈS PARTAGÉE



pour et avec toutes ses parties prenantes. Cet engagement s'incarne dans un équilibre au sein de la performance d'entreprise, en mettant au même niveau d'attention et d'exigence les performances économique et financière, commerciale, sociale, sociétale et environnementale. C'est cet équilibre d'impact, pour une performance plurielle au bénéfice de toutes les parties prenantes, qui doit dès lors guider les choix et les arbitrages à réaliser.

Les ODD ont alimenté la réflexion de Veolia dans la construction de sa raison d'être. Ils ont permis de fixer des objectifs et d'aligner la raison d'être avec l'Agenda 2030. C'est dans cette perspective que Veolia se donne pour mission de « Ressourcer le monde », en exerçant son métier de services à l'environnement. Les indicateurs de performance plurielle ont été construits pour contribuer à répondre à ces défis. Lutter contre le dérèglement climatique, préserver la biodiversité, renforcer la mixité et la formation des collaborateurs au sein de l'entreprise, favoriser

l'accès et le maintien aux services essentiels ou la création d'emplois et de richesses dans les territoires, développer des solutions innovantes : ces enjeux sont tout autant prioritaires que la croissance du chiffre d'affaire ou la profitabilité des activités. En tout, ce sont 18 objectifs de progrès à horizon 2023 qui seront mis en œuvre à travers le plan stratégique Impact 2023 (voir schéma).

Enfin, les ODD challengent l'entreprise sur sa capacité à nouer de nouvelles collaborations : c'est à travers ce travail collectif et en nous appuyant sur notre capacité d'innovation que nous pourrions relever les défis liés à la préservation des ressources et aux enjeux des populations.

1 Baromètre ODD - BL Evolution - Septembre 2020

2 <http://www.globalcompact-france.org/documents/barometre-odd-et-entreprises-francaises-edition-2020-131> - p. 14

3 En se contentant par exemple d'afficher ses logos dans ses publications, sans réellement s'interroger sur ses impacts sur la société.

Armelle Perrin-Guinot
Responsable valorisation du développement durable
Veolia

MATTHIEU BELLOIR (DIRECTEUR RSE DU GROUPE ORANGE)

"LES ODD SONT UNE FORMIDABLE GRILLE DE LECTURE UNIVERSELLE, QUI DEVIENT UN NOUVEAU CRITÈRE D'ÉVALUATION POUR LES INVESTISSEURS"

En 2020, Orange a formalisé sa contribution aux Objectifs de développement durable, en identifiant les ODD sur lesquels son impact est le plus significatif. **Matthieu Belloir**, Directeur RSE du Groupe revient sur cet engagement pour le Baromètre.



Pourquoi avoir choisi les ODD comme cadre pour évaluer votre action ?

La responsabilité sociale des entreprises (RSE) a pris une nouvelle dimension. Les préoccupations sociétales et environnementales des parties prenantes des entreprises – clients, salariés, fournisseurs, etc. – se font chaque jour plus exigeantes.

Chez Orange, la prise en compte de ces nouvelles attentes s'est traduite par l'adoption d'une raison d'être, inscrite dans nos statuts : « Orange est l'acteur de confiance qui donne à chacune et à chacun les clés d'un monde numérique responsable ». Nous sommes comptables devant l'ensemble de nos parties prenantes, et engagés sans limitation de durée. En parallèle nous avons placé deux grands engagements au cœur de notre plan stratégique : l'un envers l'égalité numérique, l'autre envers la lutte contre le changement climatique, avec pour objectif d'être net zéro carbone en 2040¹.

Prendre en compte les ODD s'inscrivait dans la suite logique de nos engagements. En tant qu'entreprise

internationale à l'empreinte économique forte et acteur du numérique, nous avons un rôle à jouer dans l'atteinte de ces objectifs.

Quelle démarche avez-vous suivie ?

Nous tenions à ce que cette démarche se fasse dans l'esprit même des ODD : de manière collective et holistique, avec une méthodologie robuste, qui nous permette de démontrer notre impact et de le suivre dans le temps. Plus d'une trentaine de personnes aux profils très divers, de différents métiers, secteurs et zones géographiques d'activité, ont activement collaboré à ce projet.

En analysant les données issues de notre reporting via l'outil *SDG Action Manager* du Global Compact, et les projets de plusieurs filiales et entités du Groupe, nous avons pu comprendre l'impact actuel de nos actions sur les cibles des ODD. Nous nous sommes également appuyés sur des ressources externes, notamment l'article « *Six transformations to achieve the SDGs* »² qui identifie le numérique comme l'un des leviers clés pour atteindre les 17 ODD.

De plus, même si nous contribuons à tous les ODD, nous en avons identifié 6 sur lesquels notre impact est le plus fort et pour lesquels nous souhaitons suivre notre contribution dans le temps.

Quels sont ces ODD et comment y contribuez-vous concrètement ?

Nous développons des réseaux de télécommunication et investissons dans la recherche. En ligne avec l'ODD 9 (Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation), nous

faisons en sorte que ces services soient résilients et profitent au plus grand nombre. Nous nous engageons pour l'égalité numérique, car nous savons qu'au-delà du réseau, il faut avoir les bonnes compétences et les bons outils. Notre engagement sur l'ODD 10 (Réduire les inégalités) s'applique également au sein d'Orange, où nous œuvrons pour la promotion de la diversité, de l'égalité des chances et de l'égalité professionnelle.

A TITRE D'EXEMPLE, 100% DES PRODUITS PORTANT LA MARQUE ORANGE EN 2025 AURONT ÉTÉ INSCRITS DANS UNE DÉMARCHE D'ÉCO-CONCEPTION.

Notre seconde grande responsabilité concerne la lutte contre le changement climatique. Pour atteindre le Net Zéro Carbone en 2040, nos objectifs sont en lien avec les ODD 12 (Établir des modes de consommation et de production durables) et 13 (Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques). Nous poursuivons nos efforts pour améliorer notre efficacité énergétique, accroître notre recours aux énergies renouvelables et déployer l'économie circulaire. A titre d'exemple, 100% des produits portant la marque Orange en 2025 auront été inscrits dans une démarche d'éco-conception.

Tout cela, nous devons le faire en accord avec l'ODD 16, qui concerne les droits humains, dans la stricte application des principes éthiques et dans le respect des droits et des libertés fondamentales. Avec un rôle particulier à jouer pour garantir le respect de la liberté d'expression ou encore la protection des données personnelles.

IL NOUS SERAIT IMPOSSIBLE D'Y PARVENIR SEULS. NOUS AVONS MIS EN PLACE UNE COOPÉRATION AVEC TOUT NOTRE ÉCOSYSTÈME : GOUVERNEMENTS, AGENCES DE DÉVELOPPEMENT, ONG, ENTREPRENEURS SOCIAUX, PME...

Bien sûr, il nous serait impossible d'y parvenir seuls. Nous avons mis en place une coopération avec tout notre écosystème : gouvernements, agences de développement, ONG, entrepreneurs sociaux, PME... L'ODD 17 (Partenariats) est la clé pour un développement réellement durable.

Quelles sont les prochaines étapes ?

Les ODD sont aussi une formidable grille de lecture universelle. Nous allons désormais rendre compte de nos avancées en les intégrant à notre reporting extra-financier. S'appuyer sur les ODD est très important pour répondre à nos parties prenantes : les ONG, les collectivités territoriales, les organisations internationales y font toutes référence. Cela devient un nouveau critère d'évaluation pour les investisseurs, les agences de notation extra-financières... Enfin, je crois que cela va nous permettre d'identifier de futures opportunités de développement et de mise en œuvre de solutions pour répondre aux enjeux de durabilité.

¹ Référentiel créé par le collectif d'entreprises Net Zero Initiative. Pour être net zéro carbone, il faut en priorité avoir réduit le plus possible ses émissions de gaz à effet de serre - scopes 1, 2 et 3 ; contribuer aux émissions évitées hors de son périmètre ; enfin, contribuer à la séquestration de carbone pour un montant équivalent en carbone aux émissions résiduelles.

² Sachs, J.D., Schmidt-Traub, G., Mazzucato, M. et al. Six Transformations to achieve the Sustainable Development Goals. *Nat Sustain* 2, 805–814 (2019). <https://doi.org/10.1038/s41893-019-0352-9>

COMMENT FORMER LES NOUVELLES GÉNÉRATIONS AUX ENJEUX DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ?

Lancé en septembre 2018, le collectif « Pour un réveil écologique » a su mobiliser et récolter à ce jour plus de 32 000 signatures d'étudiants de plus de 400 établissements d'enseignement supérieur en France.

Le message est clair vis-à-vis des employeurs. Cette nouvelle génération souhaite s'engager et s'investir pour des organisations actives dans la transition écologique et sociale, rejetant parfois en bloc la *business as usual*.

Mais cette profonde interpellation vise aussi à réveiller les écoles et les universités, afin que celles-ci adaptent et revisitent de manière structurelle leurs contenus pédagogiques pour mieux accompagner les étudiants dans cette transition et mieux les préparer au monde complexe dans lequel ils évolueront. Les signataires sont légitimement intransigeants sur la question, et souhaitent concilier leur vie professionnelle avec leurs valeurs personnelles.

Nous avons donc d'un côté une mutation des aspirations des étudiants et de l'autre, des organisations (entreprises, start-up, ONG, collectivités, etc.) qui, ces dernières années, et plus que jamais, se transforment face à une exigence croissante de leurs parties-prenantes (clients, citoyens, etc.) et des étudiants qui choisissent désormais avec précision les entreprises dans lesquelles ils veulent travailler. À cela s'ajoutent les impacts négatifs que peut avoir le changement climatique sur ces mêmes organisations, générant une gestion du risque plus complexe et délicate. Confrontés à ces facteurs, les organisations n'ont pas d'autre choix que de se réinventer et de se transformer en profondeur.



C'est dans ce contexte que l'enseignement supérieur devient un acteur majeur de la transition. En préparant les futurs talents, en identifiant les compétences clés et les nouveaux métiers au service de la transition écologique et sociale, et en accompagnant les organisations dans leur transformation, l'enseignement constitue un formidable catalyseur et une passerelle essentielle vers un monde de demain plus résilient et durable.

L'enseignement supérieur doit donc se donner une double ambition. Celle de comprendre et d'analyser comment l'ampleur des enjeux environnementaux et sociaux actuels vient révolutionner et transformer en profondeur les organisations. Et celle d'agir en façonnant de nouveaux modèles innovants, qui mettent ces sujets au cœur de la stratégie des organisations.

Une école ou une université qui aujourd'hui laisserait ces sujets de côté ne serait plus attractive ni pour les étudiants, ni pour ses autres parties prenantes. Elle ne ferait pas le

poids face à la concurrence internationale et serait progressivement exclue des principaux classements internationaux.

Il est impératif de ne plus se reposer sur ses acquis, de travailler en synergie, et de se réinventer chaque fois qu'il le faudra pour pouvoir donner à chaque étudiant l'opportunité de trouver pleinement sa place et de s'investir dans une carrière cohérente avec ses valeurs et ses aspirations.

C'est pourquoi, HEC Paris, avec son Institut Society and Organizations a entrepris une démarche d'intégration des enjeux climatiques et d'inclusion dans sa pédagogie. En parallèle, l'école œuvre pour un campus durable, qui se veut un écosystème d'expérimentations à l'image des enseignements proposés. L'ensemble des étudiants de l'école participe également à la rentrée climat, impulsée par l'ONG « La Fresque du climat », qui vise à former des dizaines de milliers d'étudiants aux enjeux climatiques à travers l'atelier ludique et une fresque du climat.

Depuis 17 ans, HEC propose le master en « Sustainability and Social Innovation » qui forme chaque année une soixantaine d'étudiants de tous profils et toutes nationalités. Ce programme est destiné aux étudiants qui aspirent à devenir des acteurs du changement. Quelle que soit leur future fonction ou le secteur dans lequel les diplômés travailleront, ils auront acquis la pensée critique, les compétences techniques et les compétences en leadership nécessaires pour repenser, innover et façonner les entreprises durables et les économies inclusives de demain.

Enfin, aucune avancée ne se fera de manière isolée. L'Alliance U7, dont HEC fait partie, se veut à l'image du G7 et vise à regrouper les plus grandes universités mondiales pour travailler ensemble sur 5 défis mondiaux majeurs : le rôle des établissements d'enseignement supérieur dans un monde global, le climat et la transition énergétique, les inégalités et la responsabilité de l'enseignement supérieur dans la lutte contre la polarisation de nos sociétés, l'impact de l'innovation technologique et l'engagement civique du local au global.

La route est longue et il existe une énorme marge de progression. Mais, devant l'urgence de la situation, les planètes semblent enfin alignées pour accélérer la transition écologique et sociale, et atteindre les ODD.

Déborah Keraghel
Directrice Exécutive du Master Sustainability and Social Innovation
HEC Paris

LE REGARD D'ISAAC SMADJA, ÉTUDIANT À HEC

Aujourd'hui, le développement durable et les enjeux sociaux sont au cœur de nos préoccupations. Décider de se former dans ce domaine ne se résume pas seulement à comprendre les effets du changement climatique mais surtout à s'engager dans des missions et des enjeux porteurs de sens. Le défi auquel nous sommes confrontés ne peut pas être relevé par une seule personne et requiert l'entraide et la collaboration de tous. Comme le disait Jean Bodin, « Il n'est de richesses que d'hommes ». Je crois que cette phrase prend tout son sens aujourd'hui.

L'engagement sur ces objectifs qui nous dépassent permet de regrouper des personnes partageant les mêmes ambitions et s'inscrivant dans la durée, afin de mesurer et valoriser les impacts positifs des organisations pour lesquelles elles travaillent, qu'ils soient environnementaux ou sociétaux. Et ce au même titre que le profit.

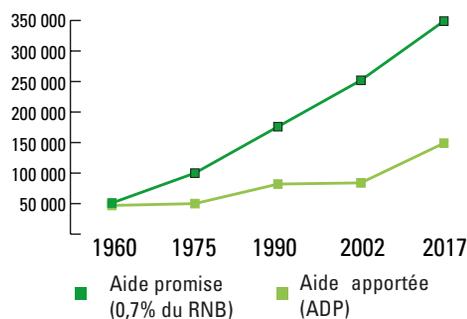
Isaac Smadja
Diplômé du Master in Sustainability and Social Innovation
HEC PARIS (promotion 2019-2020)

VERS UNE POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL AMBITIEUSE, EN LIGNE AVEC LES ODD

Dans le contexte de la crise sanitaire et sociale que la planète traverse, l'aide publique au développement devient un levier encore un peu plus crucial du développement durable. En 2019, cette aide représentait à elle seule plus des deux tiers du financement extérieur des pays les moins avancés, soit 33 milliards de dollars¹. Or, le Réseau des solutions durable des Nations Unies estime à 4 320 milliards d'euros le déficit de financement total sur la période 2019-2030 pour atteindre les 17 Objectifs de développement durable (ODD) dans les 59 pays avec le revenu le plus faible au monde². L'atteinte des ODD sur l'ensemble de la planète d'ici 2030 passe donc nécessairement par des politiques de développement international ambitieuses.

Cependant, les manques de financements sont gigantesques. Une récente étude d'Oxfam³ démontre que depuis 50 ans, 5 000 milliards d'euros promis aux pays en développement ne sont jamais arrivés à destination. La France, en ne respectant pas l'engagement qu'elle a pris aux Nations Unies en 1970 de consacrer 0,7% de son revenu national brut à l'aide publique au développement⁴, a entraîné, à elle seule, un manque à gagner de 200 milliards d'euros. Une somme astronomique qui permettrait de rembourser la totalité de la dette extérieure de l'Afrique de l'Ouest tout en finançant en parallèle la vaccination complète d'un milliard et demi d'enfants à travers la planète.

AIDE PROMISE VS AIDE APPORTÉE ANNUELLEMENT, 1960 - 2017 (EN MILLIARDS DE DOLLARS)



Le contexte de crise sanitaire et sociale que nous traversons met en lumière encore un peu plus la nécessité de ces financements. Sans mesures drastiques pour soutenir les économies des pays en développement, la crise pourrait précipiter entre 200 et 500 millions⁵ de personnes dans la pauvreté, entraînant un recul d'une décennie en matière de lutte contre la pauvreté. Dans certains cas, ce recul est estimé à 30 ans⁶, ce qui rendrait logiquement impossible l'atteinte de l'Agenda 2030. Pour autant, une étude de 2019 du Fonds Monétaire International (FMI)



démontre que les ODD peuvent être financés à un coût d'environ 2% du produit intérieur brut mondial, dont 0,4% d'aide au développement pour pallier le manque de ressources des pays pauvres⁷.

Cela dit, l'ambition n'est pour l'instant pas au rendez-vous, loin de là. Les plus grandes économies de la planète n'ont consenti pour les pays en développement qu'à une faible suspension du remboursement de la dette comparativement au besoin de ces derniers⁸. Si elle avait été plus ambitieuse, cette initiative aurait pourtant pu avoir un fort impact puisque l'on sait que, post-COVID, 46 pays en développement consacraient quatre fois plus d'argent à rembourser leurs dettes qu'à financer les services de santé⁹.

Jusqu'à présent, la seule initiative française d'aide destinée à répondre aux conséquences de la pandémie a été l'initiative « COVID-19 – Santé en commun ». Dotée de 1,2 milliard d'euros, elle avait pour but de soutenir la lutte contre le virus en Afrique. Une réponse déconnectée des besoins réels, puisqu'il ne s'agit pas d'argent additionnel mais d'une réorientation de budgets d'aide existants. De plus, la majeure partie de cette initiative est délivrée sous forme de prêts (plus de 80%), une solution inadaptée dans la mesure où cette aide vient s'ajouter aux dettes déjà très importantes des pays concernés.

Une aide financière ambitieuse est donc un pré-requis pour parvenir à atteindre les ODD dans le monde. Cependant la pandémie actuelle nous amène à nous interroger sur l'avenir de l'aide. Comment la rendre plus efficace ? Comment s'assurer que celle-ci réponde aux défis interconnectés que sont la résurgence de la pauvreté, les inégalités extrêmes – y compris de genre – et l'urgence climatique ?

Les ODD constituent dans ce contexte un cadre majeur puisqu'ils fournissent un ensemble d'indicateurs permettant d'observer mais aussi d'évaluer l'impact de l'aide internationale. Par conséquent, et en cohérence avec ce cadre international, il est urgent de cesser d'instrumentaliser les politiques d'aide afin de répondre à des intérêts nationaux des pays développés plutôt qu'aux intérêts des populations les plus vulnérables. A titre d'exemple, en 2016, 56% des contrats passés par des opérateurs bilatéraux de l'aide française revenaient à des entreprises françaises. Au contraire, il faut veiller à ce que la lutte contre les inégalités, la pauvreté, les différentes formes de discrimination et les changements climatiques constituent une boussole unique (prenant en compte l'interdépendance des ODD 1, 5, 10 et 13) et donc en dirigeant la majorité des investissements vers les services sociaux de base (ODD 2, 3, 4, 6), qui sont un pré-requis pour l'atteinte pleine et entière de ces objectifs.

1 <http://www.oecd.org/fr/cad/financementpourledeveloppementdurable/statistiques-financement-developpement/APD-2019-detail-resume.pdf>

2 SDG Costing & Financing for Low-income Developing Countries, Réseau des solutions pour le développement durable des Nations Unies, septembre 2019

3 Un demi-siècle de promesses non tenues, Oxfam International, Octobre 2020

4 Résolution de l'Assemblée générale des Nations unies 2626 (XXV) du 24 octobre 1970

5 A. Sumner, C. Hoy et E. Ortiz-Juarez (2020), Estimates of the Impact of COVID-19 on Global Poverty. Document de travail UNU-WIDER. UNU-WIDER : Helsinki. <https://doi.org/10.35188/UNU-WIDER/2020/800-9>

6 Ibid.

7 <https://resources.unsdsn.org/sdg-costing-financing-for-low-income-developing-countries>

8 L'Initiative de suspension du service de la dette du G20 : écoper le Titanic avec un seau ?, Eurodad, Octobre 2020

9 Le prix de la dignité, Oxfam International, Avril 2020

Louis-Nicolas Jandeaux
Chargé de plaidoyer Aide publique au développement, Dette des pays du sud
Oxfam France

LA COVID-19 ET LA TRIADE DU FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT¹

La pandémie de la COVID-19 s'est muée en une triple crise – sanitaire, humanitaire et économique – dont l'impact s'avère dévastateur sur tous les aspects de nos vies.

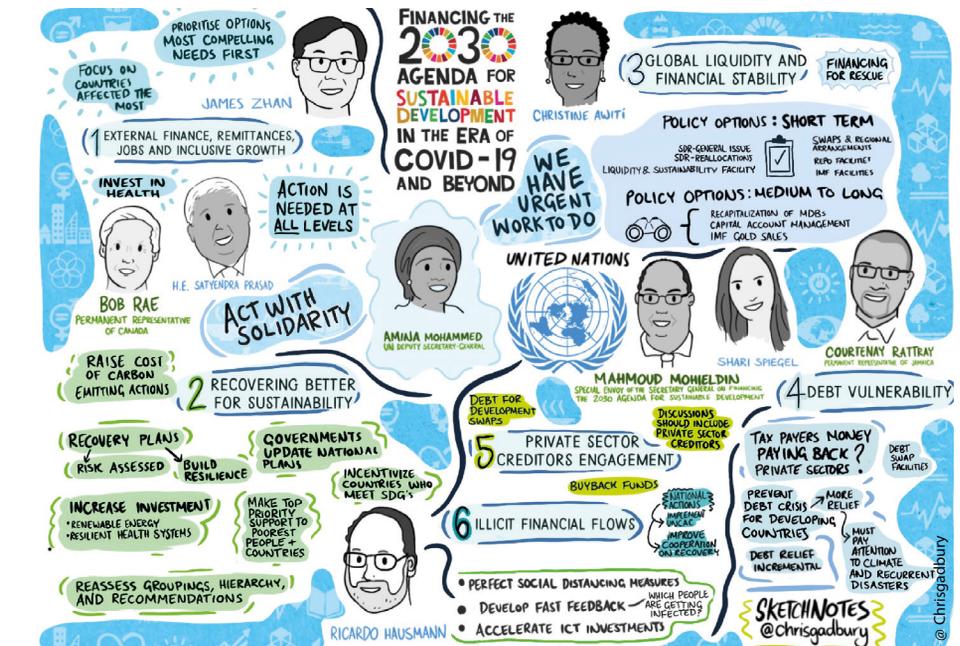
À la fin du mois de novembre 2020², on dénombrait plus de 58 millions de cas dépistés et près de 1,4 millions de morts dans le monde. Il s'agit donc avant toute chose d'une crise sanitaire mondiale. Mais les mesures prises pour limiter la propagation du virus ont également précipité la pire crise économique de mémoire d'homme. Le Fonds Monétaire International (FMI), l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) et la Banque Mondiale prévoient respectivement une contraction du PIB mondial de 4,4 %, 4,5 % et 5,2 %³. Selon les estimations, 495 millions d'emplois équivalents temps plein auraient été perdus à date du mois de septembre⁴, avec une chute du commerce mondial de 9,2 % au cours du seul premier semestre 2020⁵. Plus dramatique encore, la pandémie doublera le nombre de personnes confrontées à des pénuries alimentaires, pour l'élever à 265 millions, entraînant des famines généralisées en l'absence de mesures rapides⁶.

Les économies développées ont réagi rapidement aux crises en déclenchant une réponse budgétaire de près de 10 000 milliards de dollars, tandis que dans le même temps, les économies en développement n'ont levé que 45 milliards de dollars⁷. Pour autant l'esprit de solidarité mondiale attendu des pays du Nord n'a toujours pas eu lieu. L'initiative du G20 de suspension du service de la dette a apporté un répit certes indispensable mais temporaire, malgré sa prolongation de six mois, et a récemment convenu de la création d'un cadre pour le traitement de la dette, reconnaissant explicitement qu'un moratoire ne serait pas suffisant. Le FMI a pour sa part annoncé son intention de tripler ses financements concessionnels en 2020. Toutefois, de nombreux pays vulnérables à revenu intermédiaire ne peuvent toujours pas bénéficier d'une partie de cette aide, et les appels répétés en faveur d'une simple augmentation des niveaux d'aide publique au développement (APD) restent sans réponse.

À y regarder de plus près toutefois, l'aide financière internationale pourrait ne constituer qu'une réponse partielle à une triade plus vaste, plus complexe et à plus long terme de problèmes sous-jacents : la finance, la dette et les flux financiers illicites.

Sur le plan financier, peu après le début de la pandémie, les flux externes tels que les investissements directs étrangers (IDE) et les transferts de fonds ont chuté de 40 % et 20 %⁸ respectivement, tandis que l'offre et la demande de biens et de services s'effondraient. Les conséquences en ont été une chute des recettes et un rétrécissement drastique de l'espace fiscal à un moment où les dépenses publiques pour la santé, le chômage et d'autres besoins sociaux s'envolaient.

De nombreuses économies en développement auraient encore pu avoir une marge de manœuvre pour répondre à leurs besoins si elles n'étaient pas confrontées à des niveaux d'endettement exception-



nellement hauts. Fin 2019, 44 % des économies en développement – un chiffre vertigineux – étaient soit à haut risque, soit déjà en situation de surendettement.⁹ Les niveaux d'endettement mondiaux devraient atteindre la somme ahurissante de 277 000 milliards de dollars d'ici à fin 2020, soit une nouvelle augmentation par rapport aux 255 000 milliards de dollars atteints en 2019.¹⁰ Aujourd'hui, une bonne partie de la communauté internationale reconnaît qu'une crise de la dette mondiale pourrait se profiler, en écho à l'avertissement similaire lancé en avril par les Nations unies.

Ces problèmes ont été encore aggravés par une fuite importante sous la forme de flux financiers illicites. On estime ainsi, par exemple, que 88,6 milliards de dollars américains, soit l'équivalent de 3,7 % du PIB de l'Afrique, quittent chaque année ce continent sous forme de fuite de capitaux illicites. À titre de comparaison, entre 2013 et 2015, l'Afrique a reçu annuellement 48 milliards de dollars américains d'APD et 54 milliards d'IDE¹¹.

La solution à cette crise pourrait donc résider dans une approche globale qui s'attaquerait aux trois éléments de la triade. En mai 2020, les Nations unies ont entamé un débat informel et inclusif qui a débouché sur un éventail complet d'options stratégiques, dont beaucoup ont été soutenues au plus haut niveau politique lors d'un sommet tenu en septembre 2020.

Ensemble, ces options offrent une approche très prometteuse pour aborder la triade à deux niveaux. Au niveau international, le financement public pourrait être utilisé, entre autres, pour relancer le financement privé. La communauté internationale devrait également prendre des mesures efficaces pour accorder à tous les pays vulnérables un allègement supplémentaire de la dette tout en renforçant l'architecture internationale en la matière afin de contribuer à prévenir de nouvelles crises d'endettement ; elle devrait aussi convoquer les États membres de l'ONU pour qu'ils mettent fin, immédiatement et une fois pour toutes, aux flux financiers illicites.

Au niveau national, les Nations unies et ses principaux partenaires, dont le FMI et la Banque mondiale, contribuent à la conception de cadres de financement nationaux intégrés (CFNI) qui devront servir à identifier des sources de financement pour répondre à la crise actuelle et investir dans les ODD. Un soutien est également fourni pour s'assurer que les financements publics et privés soient alignés sur les ODD grâce à la conception de normes, de standards et de certification, de cadres d'information, ainsi qu'à l'alignement des budgets nationaux sur les ODD.

Le dialogue – notamment sous les auspices des Nations unies – a été déterminant pour étendre la réponse mondiale au-delà des appels habituels à l'aide financière. Les projecteurs sont désormais braqués non seulement sur le symptôme mais aussi sur ses causes. Cela ouvre la voie à la fois à la résolution de la crise actuelle et à la construction d'un avenir plus résilient, plus inclusif et plus durable, avec les ODD comme boussole commune et en adéquation avec les trois zéros préconisés par Convergences depuis longtemps : Zéro exclusion, Zéro carbone et Zéro pauvreté.

1 Les opinions présentées dans cet article ne reflètent pas nécessairement celles des Nations unies

2 <https://COVID19.who.int/>

3 https://www.imf.org/external/datamapper/NGDP_RPCH@WE0/OEMDC/ADVEC/WEOWORLD, <http://www.oecd.org/economic-outlook/> and <https://www.worldbank.org/en/publication/global-economic-prospects>

4 https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/-dgreports/-dcomm/documents/briefingnote/wcms_755910.pdf

5 https://www.wto.org/english/news_e/pres20_e/pr858_e.htm

6 <https://www.wfp.org/news/COVID-19-will-double-number-people-facing-food-crises-unless-swift-action-taken>

7 https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2020/08/Development-Financing-Options_Final.pdf

8 <https://unctad.org/webflyer/world-investment-report-2020>

9 <https://developmentfinance.un.org/fsdr2020>

10 <https://www.iif.com/>

11 https://unctad.org/system/files/official-document/aldcafrica2020_en.pdf

Mahmoud Mohieldin
Envoyé spécial du Secrétaire général des Nations unies sur le financement de l'Agenda 2030 pour le développement durable &
Benjamin Singer
Responsable des affaires économiques Nations Unies

DURABILITÉ : VERS UNE NÉCESSAIRE RÉVOLUTION COMPTABLE ?

L'intégration des questions socio-environnementales dans les systèmes comptables d'entreprise est de plus en plus identifiée comme étant stratégique et critique¹ : sans cette intégration, les acteurs économiques de l'entreprise ne peuvent prendre de décisions appropriées.

En effet, la comptabilité constitue le langage structurel de l'entreprise ; mais, hormis quelques avancées minimales depuis les années 1990, la comptabilité reste aveugle aux enjeux socio-environnementaux.

Par ailleurs, les systèmes comptables ne sauraient être réductibles à de simples techniques de calcul, à usage privilégié des actionnaires¹. S'interroger sur l'intégration des questions de soutenabilité dans la comptabilité induit un certain nombre de questions. Dans quels systèmes de représentations du monde devraient se situer une entreprise et une économie « durables » ? Quelles valeurs doivent être employées et comment les construire ? Quels sont les acteurs privilégiés de telles entreprises et économies (et donc qui devrait en assurer la gouvernance) ? Quels régimes de responsabilités devraient structurer ces enjeux de soutenabilité ?

Au-delà de ces aspects, précisons quelques-uns des grands enjeux fondamentaux de la comptabilité écologique.

Enjeu 1 : Connecter aspects financiers et extra-financiers

L'univers classique de l'entreprise repose sur la structuration et l'organisation des informations par les systèmes comptables, qui sont ensuite interprétés par des analyses financières, pour mettre en évidence un certain nombre de performances. C'est sur ce socle, ancré dans les systèmes comptables, que les décisions internes à l'entreprise et celles d'investissements peuvent être prises.

Cet univers est actuellement modifié, mais de façon périphérique, par la prise en compte de critères extra-financiers. En marge de l'univers classique se développe

une multitude de systèmes de comptabilité, de reporting et de notations extra-financières, non standardisés, non comparables, laissés à la discrétion d'organismes privés. Dans ces reporting extra-financiers, déconnectés, se trouve notamment la Déclaration de Performance Extra-Financière (DPEF)². Cette DPEF constitue une avancée importante dans le reporting extra-financier, mais reste dans une vision relativement clivée entre financier et non-financier.

Dès lors, si on veut éviter ce clivage, en suivant la logique de l'univers classique de l'entreprise, apparaît clairement la nécessité de développer des systèmes comptables directement intégrés, c'est-à-dire où données financières et non-financières sont pleinement connectées, pour ensuite restructurer dès la base l'ensemble de l'univers de l'entreprise et de ses performances. Or, force est de constater que cette intégration est loin d'être réalisée, même par les modèles de reporting dits intégrés, malgré leur nom.

Enjeu 2 : Vision « Extérieur-Intérieur » versus « Intérieur-Extérieur »

Le « sens » et la finalité de la prise en compte des enjeux socio-environnementaux ne font pas consensus. Une comptabilité extra-financière doit-elle uniquement s'intéresser aux impacts positifs (*business opportunities*) et négatifs (*business risks*) de son environnement (économique, social et naturel) sur son modèle d'affaires et sa création de valeur (vision Extérieur-Intérieur) ? Ou doit-elle aussi intégrer les impacts positifs et surtout négatifs

de ses activités sur son environnement au sens large du terme (vision Intérieur-Extérieur) ? Si la première approche est majoritaire actuellement, l'intégration de la vision Intérieur-Extérieur fait l'objet d'un débat intense au niveau européen.

Enjeu 3 : Entités naturelles : actifs ou passifs (dettes) comptables

En lien avec le second enjeu, doit-on classer les entités naturelles et les êtres humains comme des actifs³, c'est-à-dire comme des sources contrôlables de valeurs actionnariales, ou comme des passifs⁴, c'est-à-dire comme des entités envers qui l'entreprise aurait certaines obligations de préservation/protection ? Plus précisément, la nature et les êtres humains doivent-ils être représentés comme des sources de services pour assurer des gains de productivité organisationnels (vision majoritaire), ou comme un ensemble d'entités ayant une fin en elles-mêmes, sources de nouveaux types de redevabilités ?

Enjeu 4 : Valeurs ou coûts ?

La question centrale peut-être résumée ainsi : pour connecter financier et extra-financier, devrait-on valoriser la nature sur la base de ce qu'elle vaudrait comme un ensemble d'actifs sur un marché dédié – c'est-à-dire sur une estimation de la valeur de marché étendue, internalisant notamment les « externalités »⁵ ? Ou doit-on intégrer dans les systèmes comptables le coût nécessaire à des actions spécifiques de préservation des milieux naturels ?

Enjeu 5 : Objectifs environnementaux

Se pose également la question du rattachement de l'information comptable à certains objectifs environnementaux, à certains Objectifs de développement durable ou à certaines limites planétaires. Il s'agit ainsi de rendre présents des étalons, des points de repère, aptes à comprendre et orienter l'information extra-financière. Au niveau européen, le règlement 2020/852 (dit de taxonomie des activités durables, auquel les grandes entreprises seront soumises progressivement) tend à établir de tels objectifs.

Enjeu 6 : Qualité de forme de l'information extra-financière

De la même façon que l'information comptable financière doit reposer sur des caractéristiques rendant crédible et auditable la production des chiffres comptables, les données extra-financières doivent également faire l'objet d'une interrogation quant à leur construction⁶.

1 Cf. EU High Level Expert Group on Sustainable Finance. (2018). *Financing a sustainable European economy* & Notat, N., & Senard, J.-D. (2018). *L'entreprise, objet d'intérêt collectif*

2 Document obligatoirement intégré dans l'annexe des états financiers des « grandes » entreprises en vertu de l'article 225 du Code de Commerce français et de la transposition de la Directive 2014/95/UE (Directive dite NFRD – Non-Financial Reporting Disclosure, en cours de révision)

3 Du capital au sens économique

4 Des capitaux au sens comptable classique

5 C'est-à-dire les valeurs que le marché devrait intégrer sans le faire actuellement (une externalité n'étant pas synonyme d'impact)

6 Cf. Rapport De Cambourg, P., Gardes, C., & Viard, V. (2019). *Ensuring the relevance and reliability of non-financial corporate information: an ambition and a competitive advantage for a sustainable Europe*. Ministère de l'Économie et des Finances

Alexandre Rambaud
Enseignant chercheur
AgroParisTech - CIRED & Université
Paris Dauphine

LE MODÈLE DE COMPTABILITÉ EXTRA-FINANCIÈRE CARE

CARE (Comprehensive Accounting in Respect of Ecology) est un des seuls exemples de comptabilité intégrée. Source de recherches actives, expérimenté et promu par plusieurs entreprises et ONG, il a été conçu pour répondre, conceptuellement et opérationnellement, aux débats en comptabilité écologique. Il est ainsi l'unique modèle basé sur une vision « Intérieur-Extérieur », où les enjeux socio-environnementaux sont appréhendés en termes de passif, i.e. de conservation d'« entités » « capitales » à préserver (climat, biodiversité, êtres humains employés, ...), chacune de ces entités étant un capital spécifique. CARE étend les principes de protection du capital financier à ces nouveaux capitaux – et comprend les modèles d'affaires en fonction – ceux-ci étant évalués à leurs coûts de préservation (coûts des actions de préservation, hors compensation). CARE restructure le profit, qui devient ainsi égal à l'excédent après que tous les capitaux ont été préservés.

ÉTUDE DE CAS : L'AVENTURE D'IMPULSE POUR INTÉGRER LES ODD À SES METHODES DE MESURE D'IMPACT

Qu'est-ce que l'investissement à impact ? Comment le définir et le mesurer ? Comment contribuer au progrès humain en s'inscrivant dans le cadre des Objectifs de développement durable (ODD) ? Comment quantifier et qualifier la contribution de nos fonds d'investissement à impact social (CoopEst, CoopMed, Helenos) aux ODD ? Autant de vastes questions auxquelles il a fallu réfléchir au sein d'Impulse, gestionnaire de fonds à impact social basé en Belgique, pour élaborer son nouvel outil de suivi ESG (Environnement Social et Gouvernance) axé sur les ODD. Dans cette démarche, Impulse a été confronté à un défi majeur, celui de parvenir à concilier rigueur d'analyse et facilité de compréhension pour un large éventail d'acteurs (clients, investisseurs et partenaires).

Construire un système de mesure de l'impact social incluant les ODD

L'aventure du suivi de performance sociale a débuté avec CoopEst, un fonds d'investissement en gestion chez Impulse depuis 2009. L'objectif principal était de soumettre les performances sociales des Institutions de Microfinance financées par CoopEst aux mêmes exigences de rigueur que celles appliquées à leur performance financière, selon les critères de la « *double bottom line* » (prise en compte de la rentabilité financière et de l'impact social).

Impulse s'est ensuite tourné vers les cadres référentiels fournis par le SPI4-Cerise et par le Global Impact Investing Network pour sélectionner les indicateurs de sa matrice d'analyse sociale, qui est devenue en 2016 une *Social Scorecard*. Cette évolution a consisté en l'introduction d'un système de notation automatisé visant à donner un aperçu immédiat (*scoring*) des performances sociales d'un client pour faciliter la prise des décisions d'investissement. Trois ans plus tard, Impulse a fait évoluer son système pour renforcer l'évaluation de son impact dans le cadre des critères ESG et des 17 ODD. Cette transformation a demandé un long travail de recherche et d'analyse, d'élaboration de nouveaux indicateurs (quantitatifs et qualitatifs) ainsi que de collecte d'information directement auprès des clients à travers des tests et des entretiens. L'objectif étant de définir des indicateurs en prise avec la réalité du terrain.

L'étape suivante a consisté en l'alignement des indicateurs sélectionnés avec les standards internationaux : le *2XChallenge* pour l'égalité femme-homme, le *Green Index* pour l'environnement et le Global Reporting Initiative pour la gouvernance. Après un long travail de collecte et de test de terrain, il a fallu céder au principe de réalité, en

renonçant à l'exhaustivité, mais en sélectionnant une batterie d'indicateurs à la fois pertinents et déjà accessibles dans les bases de données des clients. Ce travail a abouti en 2019 à un premier Rapport d'impact (voir le graphique ci-après).

Difficultés et défis rencontrés... ou les multiples paradoxes de la mesure d'impact !

La mesure de l'impact généré par Impulse grâce à ses investissements dans les bilans des Institutions de microfinance clientes n'est pas sans paradoxes ou difficultés. Parmi les défis majeurs auxquels Impulse a été confronté figure la traduction des principes généraux énoncés par les ODD en indicateurs concrets. Par exemple, comment traduire une notion telle que l'« égalité entre les sexes » (ODD 5) en un nombre restreint d'indicateurs mesurables ? Conformément aux critères du *2XChallenge*, un des indicateurs ajoutés parmi d'autres a été celui du nombre de femmes occupant des postes à responsabilités dans les institutions clientes.

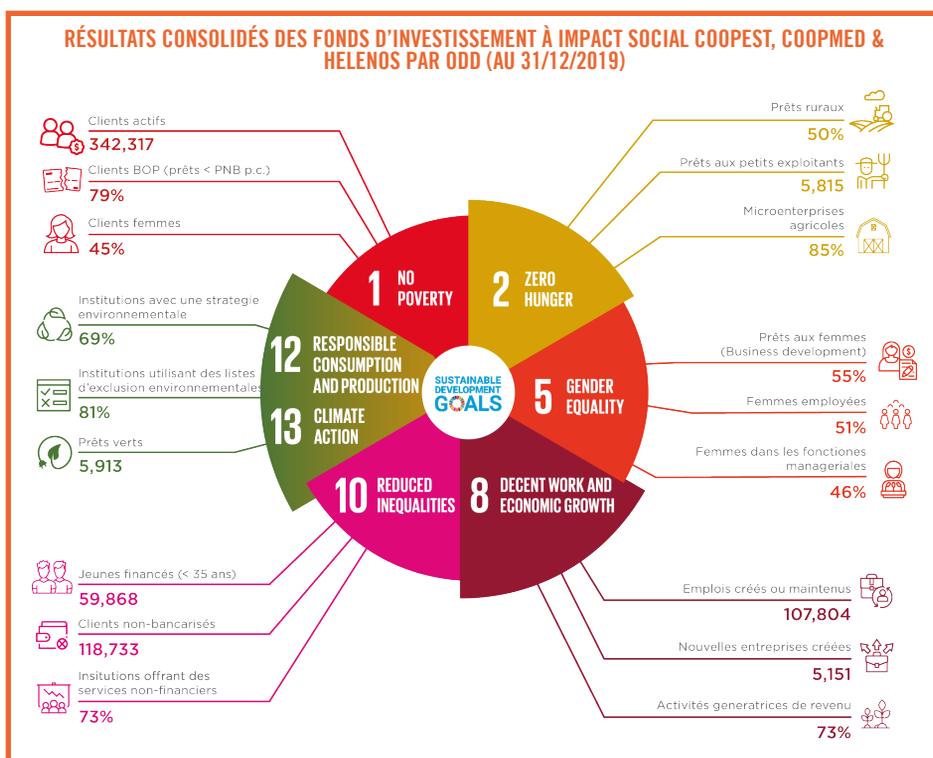
Dans cette démarche, un autre défi a été de trouver le juste équilibre entre les niveaux macro et micro. La difficulté consistait à élaborer un système de suivi efficace et facile d'usage, qui puisse être utilisé par l'ensemble des institutions clientes mais qui permette de rendre compte de la grande hétérogénéité des contextes pouvant exister entre l'Afrique du Nord, le Moyen Orient,

l'Europe de l'Est et de l'Ouest où elles opèrent. Or, comment juger d'une « performance » dès lors que l'absence de « *benchmark* » fiable empêche de comparer et d'établir toute marge de progression ? Ces défis ont poussé Impulse à élaborer l'un des principes clés de son système ESG : tester la cohérence des opérations de l'institution cliente vis-à-vis de la mission sociale déclarée.

Quantifier, mesurer, suivre... et après ?

Une fois les données collectées, analysées, interprétées, comment les utiliser pour préparer le futur ? Cette question primordiale a conduit à élaborer une théorie du changement adaptée à la démarche d'évaluation d'impact. Impulse a voulu développer non seulement un outil de « *reporting* » pour mesurer sa contribution aux ODD, mais également un système capable de l'aider à établir, avec ses clients, des objectifs d'impact mesurables qui deviendraient partie intégrante des contrats d'investissement. L'investissement d'impact devient alors un effort de longue haleine qui vise à suivre dans le temps l'évolution concrète de certains indicateurs clés liés à certains critères ODD et ESG. « Faire de l'impact » n'est donc pas seulement mesurer le changement, mais bien l'accompagner et l'encourager avec conviction et ténacité.

L'équipe ESG & Impact
Impulse Investment Manager



PROFESSEUR MUHAMMAD YUNUS : « NOUS DEVONS CONSTRUIRE DE NOUVEAUX CHEMINS »



Muhammad Yunus reçoit en 2006 le Prix Nobel de la Paix pour ses travaux et ses initiatives visant à éradiquer la pauvreté. Dans cet entretien, il revient sur la nécessité de créer un monde d'après résilient, qui se base sur une approche Zéro exclusion, Zéro carbone, Zéro pauvreté.

Face à la crise de la COVID-19, de nombreux analystes s'accordent sur la nécessité d'une profonde transition pour créer des sociétés plus résilientes. Pour vous, de quoi cette crise a-t-elle été le révélateur ?

Cette pandémie a été la source de bien des malheurs dans le monde entier. Plus de la moitié de la population mondiale a perdu ses moyens de subsistance. Nous avons pu voir combien la vie est fragile, tout particulièrement dans le secteur informel, avec des millions de personnes qui se sont retrouvées du jour au lendemain privées de toit et de nourriture. Toutes les faiblesses de notre système sont désormais bien visibles.

Dans le même temps, on a vu émerger des débats sur la manière de revenir au plus vite au monde d'avant la pandémie. Or, pour ma part, je vois le coronavirus comme une occasion de ne pas revenir en arrière. A quoi cela servirait-il ? C'était un monde terriblement dangereux, et au bord du désastre. Nous devons partir dans une autre direction, et prendre des décisions nouvelles, d'une audace inédite.

Par vos actions et votre vision d'un monde « Trois Zéros – Zéro pauvreté – Zéro Chômage, Zéro émission nette de carbone », très proche de celle de Convergences, vous êtes l'un des principaux dé-

fenseurs des ODD. Selon vous, pourquoi les ODD doivent-ils être en première ligne de tout plan de relance ?

Les Trois Zéros représentent le monde que nous devons créer. Nous vivons dans un contexte de réchauffement climatique extrême, doublé d'une concentration des richesses obscène. Pour y remédier, nous devons réunir en priorité les conditions pour créer un monde Zéro pauvreté, Zéro exclusion, Zéro carbone.

QUELLE PROPORTION DU PIB EST RÉELLEMENT DISTRIBUÉE, ET COMMENT ? VOILÀ LA QUESTION QU'IL FAUDRAIT POSER. C'EST INDISPENSABLE SI L'ON VEUT BÂTIR DES SOCIÉTÉS APAISÉES

Les 17 ODD rentrent un peu plus dans le détail. On peut les voir comme la solution aux problèmes que nous nous sommes créés. Bien que je soutienne fermement les ODD, il faut nécessairement reconnaître que c'est nous qui avons créé les conditions qui rendent ces 17 objectifs essentiels. La solution ne peut donc pas se trouver dans nos anciennes manières d'agir et de penser, dans nos structures et systèmes obsolètes qui sont eux-mêmes à l'ori-

gine de ces problèmes. Comment nous y prendre pour atteindre les ODD ? Dans le système actuel, c'est impossible : il nous faut un système alternatif.

Dans un monde fini aux ressources limitées, l'économie ne peut être infinie. Une croissance continue, mesurée par le PIB par habitant, est en contradiction avec le développement de sociétés résilientes. Pensez-vous qu'il soit possible de concilier croissance et avenir durable ?

Le PIB ne dit pas tout. C'est un indicateur unidimensionnel qui nous indique combien nous produisons. Mais le plus important, c'est de savoir qui possède quoi. Pour moi, la facette la plus dangereuse de l'économie, c'est l'extrême concentration des richesses. Les personnes qui créent véritablement les richesses n'en voient pas la couleur. Pourtant, lorsqu'on divise la valeur de la production totale par le nombre d'habitants, le chiffre semble être le même pour tout le monde. Le PIB par habitant est donc un concept tout à fait inutile et explosif. Quelle proportion du PIB est réellement distribuée, et comment ? Voilà la question qu'il faudrait poser. C'est indispensable si l'on veut bâtir des sociétés apaisées. Le PIB ne prend pas non plus en compte la responsabilité sociale. Or nous pouvons produire une formidable croissance tout en détruisant la planète.





Muhammad Yunus, né le 28 juin 1940 dans la région du Chittagong au Bangladesh, est un économiste et entrepreneur bangladais connu pour avoir fondé, en 1976, la première institution de microcrédit, la Grameen Bank. Surnommé le « banquier des pauvres », il reçoit le prix Nobel de la paix en 2006.

Il théorise également le concept de *Social Business*, comme étant une entreprise économiquement viable dont la raison d'être est de servir une cause sociétale.

Le social business est-il la deuxième dimension indispensable pour favoriser la responsabilité sociale ?

Le social business, ça n'apparaît pas dans les statistiques. Toute entreprise, nous dit-on, a pour but la maximisation du profit. On nous dit aussi que les individus n'agissent toujours que dans leur propre intérêt. Pour moi, c'est complètement faux. Les êtres humains sont mus par une dimension bien plus forte, qui est l'intérêt général. Dans une économie où les individus sont poussés par leur propre intérêt autant que par l'intérêt général, on verrait deux types d'entreprises. Certaines visant des intérêts privés – ce que nous avons déjà actuellement – et d'autres axées sur l'intérêt collectif : le *social business*.

Les ODD sont des objectifs adaptés à la création de ce type d'entreprises, puisque celles-ci visent à s'attaquer au réchauffement climatique, à la pauvreté, aux questions de santé, etc. La pandémie de coronavirus nous offre l'occasion de penser différemment, et de mettre en commun nos réflexions, notre créativité, pour aller dans cette direction-là.

Pour vous, quel est le principal obstacle à une véritable et profonde transition vers une société plus résiliente et plus durable ?

Les mentalités. Nous pensons que la maximisation du profit est la solution. On nous dit aussi que tout le monde ne peut pas être entrepreneur. Le système nous apprend à chercher un emploi plutôt qu'à entreprendre. Mais c'est faux : les êtres humains sont fondamentalement des entrepreneurs-nés. C'est justement la pensée inverse qui mène à la concentration des richesses. Les possédants seraient incapables d'amasser eux-mêmes de telles richesses si on ne travaillait pas pour eux.

Remettre à plat notre manière de réfléchir nous ouvre des pistes. Cette idée selon laquelle nous ne serions pas des entrepreneurs est artificielle. Nous devons la déconstruire et nous mettre à regarder les choses autrement.

LES CHEMINS DU PASSÉ NOUS EM-MÈNERONT TOUJOURS VERS LES MÊMES DESTINATIONS, CELLES DU PASSÉ. ALORS POUR CHANGER DE DESTINATION – ET ARRIVER AUX TROIS ZÉROS – NOUS DEVONS CONSTRUIRE DE NOUVEAUX CHEMINS. C'EST INÉVITABLE.

En quoi les « Trois Zéros » peuvent-ils constituer la feuille de route du monde de demain ?

Pour construire le monde des Trois Zéros, nous devons tout arrêter et inverser la tendance, dans tous les domaines. Nous devons par exemple cesser de contribuer au réchauffement climatique, pour basculer vers les énergies renouvelables. Nous devons procéder entreprise par entreprise, pour orienter toute la production vers un impact positif. Concernant la pauvreté et la concentration des richesses, nous savons que l'entreprise définie comme maximisation du profit est le problème. Pour contribuer à un monde durable, les entreprises de demain doivent également rechercher l'intérêt commun. Pour ces nouvelles entreprises, ces *social business*, il nous faut un nouveau système bancaire, de nouveaux fonds d'investissement, une nouvelle bourse.

Les chemins du passé nous emmèneront toujours vers les mêmes destinations, celles du passé. Alors pour changer de destination – et arriver aux Trois Zéros – nous devons construire de nouveaux chemins. C'est inévitable.

*Propos recueillis par
Carine Valette
Responsable communication & publications
Thibault Larose
Directeur
Convergences*

« La folie, c'est de faire toujours la même chose et de s'attendre à un résultat différent, Albert Einstein »

REMERCIEMENTS



EN PARTENARIAT AVEC :



Remerciements aux membres du Comité de pilotage du Baromètre et aux rédacteurs : Yacin Aït Kaci (Fondation Elyx), Matthieu Belloir (Orange), Jerro Billimoria (Catalyst 2030), Emile Bobin (PwC), Margot Delafouhouze (WWF France), Fabrice Ferrier (Focus 2030), Louis-Nicolas Jandeaux (Oxfam), Deborah Keraghel (HEC), Juliette Kacprzak (WWF France), Guillaume Lafortune (UNSDSN), Laure Le Rouzic (Fondation Elyx), Caroline Loret (Orange), Mahmoud Mohieldin (ONU), Claire Mousset (Orange), Karina Navarro (Inpulse), Kristine Pearson (Catalyst 2030), Marina Ponti (SDG Action Campaign), Armelle Perin-Guinot (Veolia), Adeline Pilon (Fondation Elyx), Lucie Rabier (Inpulse), Alexandre Rambaud (AgroParisTech & CIRED), Arielle Romanteau (ACTED), Gwenael Roudaut (Ministère de la Transition Ecologique et Sociale), Isaac Samdja (HEC), Benjamin Singer (ONU), José-Carlos Suarez-Herrera (Kedge Business School), Philippine Viaud (WWF France), Muhammad Yunus (Yunus Center).

Convergences : Leïla Cartier, Paul Constantin, Baptiste Fassin, Clara James, Thibault Larose, Fanny Roussey, Carine Valette, Alice Vallès, Manon Vigier.
Baromètre des Solutions Durables 2020 / Convergences.
Conception éditoriale : Baptiste Fassin, Carine Valette
Conception graphique : Baptiste Fassin, Carine Valette

Impression : Imprimerie Centrale de Lens
À PROPOS DE CONVERGENCES :

Créée en 2008, Convergences est la première plateforme de réflexion, de plaidoyer et de mobilisation en Europe en faveur des Objectifs de développement durable (ODD) et de la construction d'un monde « Zéro exclusion, Zéro carbone, Zéro pauvreté ». Sa mission est de susciter la réflexion et l'action, de diffuser des bonnes pratiques et de favoriser la co-construction de partenariats innovants à fort impact sociétal. Convergences s'appuie sur plus de 200 organisations partenaires représentées au sein de ses Groupes de travail pour co-construire le Forum Mondial Convergences qui réunit chaque année à Paris près de 5 000 participants, réaliser des publications, développer des projets autour de la jeunesse et du numérique, et organiser des débats et rencontres tout au long de l'année. www.convergences.org

Copyright Convergences Décembre 2020 – Convergences, 10 rue de Sèze, 75009 PARIS – FRANCE // +33 (0)1 42 65 78 85

Pour plus d'informations : contact@convergences.org ou www.convergences.org